

Rapport financier annuel 2020

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants	4
2.0 Faits saillants financiers CRCO	6
3.0 Événements récents	7
4.0 Aperçu	7
5.0 Analyse de la performance par la direction	10
6.0 Rendement passé	27
7.0 Aperçu du portefeuille	27
8.0 Rapport de la direction	29
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	30
Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois	68
Relevé des autres investissements	76
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	82

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution, puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.


















Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

1.0 Faits saillants

1.1 Des engagements partout au Québec

CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2020, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

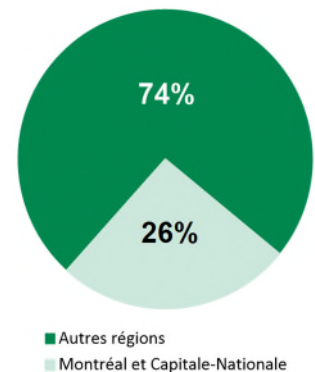
 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE* 27 M\$ → 33 entreprises	 LAVAL 57 M\$ → 11 entreprises
 BAS-SAINT-LAURENT* 29 M\$ → 29 entreprises 0,2 M\$ → 1 coopérative	 MAURICIE* 8 M\$ → 12 entreprises 0,6 M\$ → 1 coopérative
 CAPITALE-NATIONALE 107 M\$ → 49 entreprises 7 M\$ → 4 coopératives	 MONTÉRÉGIE 213 M\$ → 53 entreprises 81 M\$ → 4 coopératives
 CENTRE-DU-QUÉBEC 65 M\$ → 23 entreprises 13 M\$ → 2 coopératives	 MONTRÉAL 324 M\$ → 86 entreprises 102 M\$ → 3 coopératives
 CHAUDIÈRE-APPALACHES 130 M\$ → 45 entreprises 2 M\$ → 4 coopératives	 NORD-DU-QUÉBEC* 4 M\$ → 16 entreprises
 CÔTE-NORD* 3 M\$ → 6 entreprises	 OUTAOUAIS 7 M\$ → 7 entreprises
 ESTRIE 113 M\$ → 37 entreprises 5 M\$ → 4 coopératives	 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN* 68 M\$ → 63 entreprises 2 M\$ → 6 coopératives
 GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE* 6 M\$ → 8 entreprises	HORS-QUÉBEC (sauf Europe) 2 M\$ → 2 entreprises
 LANAUDIÈRE 23 M\$ → 11 entreprises 0,6 M\$ → 1 coopérative	EUROPE 13 M\$ → 6 entreprises
 LAURENTIDES 25 M\$ → 7 entreprises	FONDS 62 M\$ → 16 fonds

AU TOTAL

551
ENTREPRISES,
COOPÉRATIVES ET FONDS

1 499 M\$
AU PROFIT DES PME

74 %
DES ENTREPRISES ET DES
COOPÉRATIVES SITUÉES
AU QUÉBEC PROVIENNENT
DES RÉGIONS AUTRES QUE
MONTRÉAL ET CAPITALE-
NATIONALE

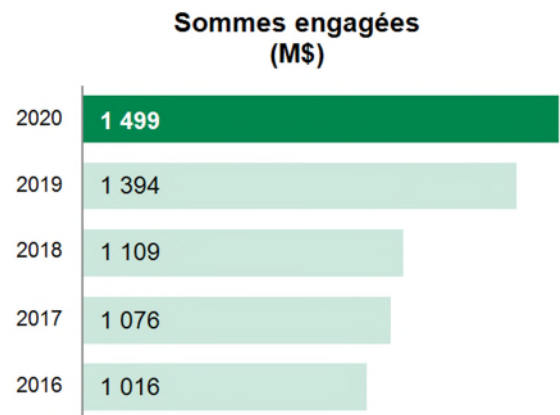
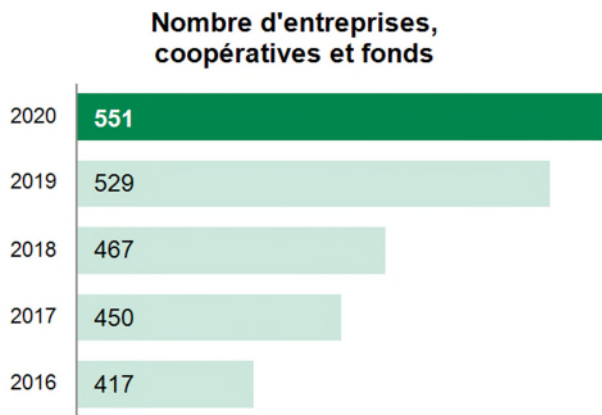


* Région ressource

⁽¹⁾ Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

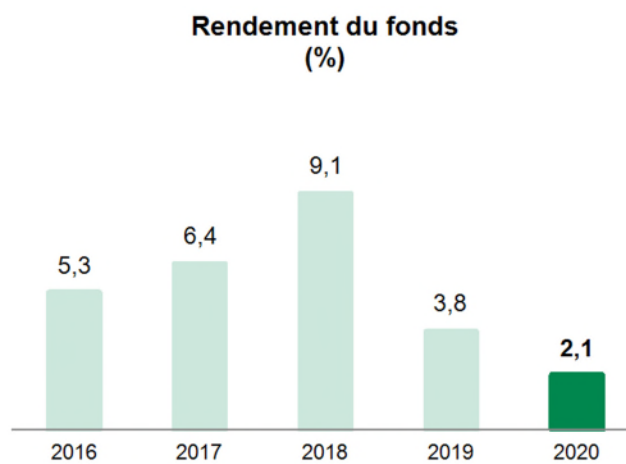
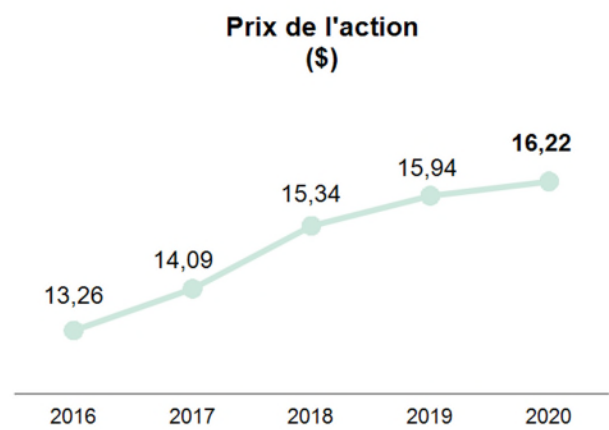
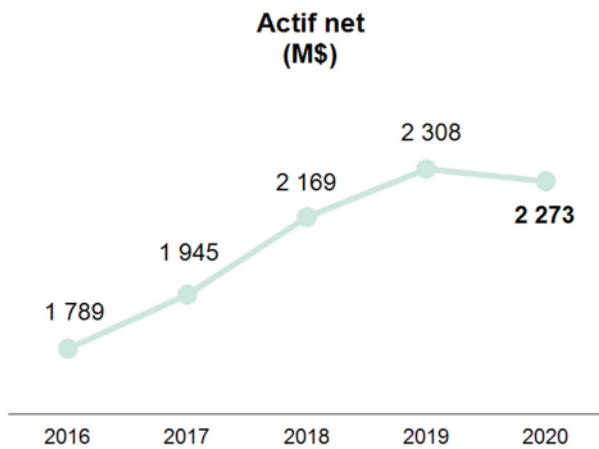
1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AUX 31 DÉCEMBRE



2.0 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	31 déc. 2020	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Produits	48 233	55 210	70 285	51 392	44 449
Gains sur investissements	38 471	63 703	138 632	96 541	78 869
Bénéfice net	46 429	81 302	174 894	112 757	85 957
Actif net	2 272 798	2 308 466	2 168 804	1 945 342	1 789 417
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	140 110	144 849	141 391	138 080	134 944
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	1,8	1,6	1,6	1,9	2,2
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	13	10	17	16	11
- Autres investissements (%)	100	101	163	87	126
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	-	-	-	-	-
Nombre d'actionnaires (nombre)	109 286	109 364	107 862	105 614	104 317
Émission d'actions ordinaires - catégorie A «Émission»	139 842	140 017	141 179	134 850	133 401
Échange d'actions ordinaires - catégorie B «Échange»	-	199 445	-	-	-
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	-	-	2 523	2 396	1 579
Rachat d'actions ordinaires	221 939	81 657	90 088	89 285	70 438
Investissements à impact économique québécois au coût	1 108 055	1 014 864	838 258	828 255	787 142
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 298 331	1 249 967	1 080 069	1 033 951	921 518
Fonds engagés mais non déboursés incluant les garanties et cautionnements	238 226	237 009	192 169	183 606	189 121

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global et des frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	31 déc. 2020	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	15,94	15,34	14,09	13,26	12,61
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,34	0,58	1,28	0,84	0,66
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,35	0,39	0,51	0,38	0,34
Charges d'exploitation	(0,27)	(0,25)	(0,21)	(0,24)	(0,26)
Impôts sur les bénéfices	(0,02)	(0,01)	(0,03)	(0,02)	(0,03)
Gains (pertes) réalisés	0,56	0,25	0,79	0,06	0,18
Gains (pertes) non réalisés	(0,28)	0,20	0,22	0,66	0,43
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,06)	0,02	(0,03)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	16,22	15,94	15,34	14,09	13,26

3.0 Événements récents

CRCD et son gestionnaire, Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC) suivent de très près l'évolution de la crise sanitaire générée par la pandémie de COVID-19. Cette crise sans précédent, a provoqué plusieurs incertitudes, notamment au niveau de la situation économique, tant au Québec qu'à l'étranger.

Nous continuons d'assurer le maintien de l'ensemble de notre offre de service. Tout comme dans l'ensemble du Mouvement Desjardins, nous plaçons la santé et la sécurité des employés, actionnaires, administrateurs, partenaires et clients au sommet de nos priorités. Depuis le début de la pandémie, la totalité des employés de DC poursuivent leurs activités en télétravail.

Nous demeurons présents pour nos entreprises partenaires et pour soutenir la croissance des PME et coopératives dans toutes les régions du Québec.

4.0 Aperçu

CRCD a clôturé son exercice 2020 avec un bénéfice net de 46,4 M\$ (81,3 M\$ en 2019), soit un rendement de 2,1 % (3,8 % en 2019) résultant en une augmentation de l'actif net par action à 16,22 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à long terme à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD vise à bénéficier d'un profil global équilibré et à atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires. CRCD connaît d'ailleurs un rendement annuel positif depuis plus de dix ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement de 3,6 % en 2020, comparativement à un rendement de 3,2 % pour 2019. Le rendement positif du portefeuille d'investissements à impact économique québécois résulte principalement de la résilience et de la créativité des entreprises partenaires face à la crise sanitaire particulièrement au deuxième semestre. Alors qu'au terme du premier semestre, il était anticipé que les PME québécoises allaient durement encaisser les contrecoups liés à la pandémie, plusieurs se sont plutôt réinventées, notamment en optimisant leur mode de production, en revoyant leur modèle d'affaires, en accélérant leur virage numérique ou en procédant à des acquisitions.

Au 31 décembre 2020, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 1 108,1 M\$ dont 174,8 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2020. Au 31 décembre 2020, les fonds engagés mais non déboursés, représentant dans les analyses qui suivent, des investissements ou des garanties et cautionnements octroyées à des entreprises, coopératives ou fonds se chiffrent à 238,2 M\$. Les nouveaux engagements de l'exercice s'élèvent à 176,0 M\$.

Le portefeuille des autres investissements, affiche un rendement de 4,8 %. Ce rendement positif s'explique par une pondération importante des titres placés sur le marché obligataire qui a bien performé tout au cours de l'année, particulièrement au premier semestre. Pour leur part, les fonds d'actions à faible volatilité détenus par CRCD n'ont pas pleinement profité de la remontée des marchés boursiers au deuxième semestre de 2020, et ont terminé l'année avec un rendement négatif. Pour 2019, le rendement du portefeuille des autres investissements était de 8,4 %.

Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » se sont élevées à 139,8 M\$, incluant le solde de l'émission 2019 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2020. Pour leur part les rachats d'actions ont totalisé 221,9 M\$ comparativement à 81,7 M\$ en 2019, une hausse occasionnée par le contexte de la pandémie. Au 31 décembre 2020, l'actif net s'élève à 2 272,8 M\$ et le nombre d'actionnaires était de 109 286. De plus, au 31 décembre 2020, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 002,0 M\$. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport.

4.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province. La crise sanitaire qui sévit vient créer un sentiment d'urgence sur plusieurs aspects, tel la productivité, l'automatisation et le virage numérique.

De concert avec son gestionnaire DC, CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

4.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, nous agissons sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, nous contribuons à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, nous appuyons les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Nous soutenons également les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le fonds Desjardins Capital Transatlantique s.e.c qui a débuté ses opérations en 2018. Avec ce fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, une représentante de DC est présente sur le territoire français, en collaboration avec une centaine d'employés, pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en Europe, en ouvrant des bureaux ou en acquérant des concurrents.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de nos partenaires actuels et potentiels, nous assurons le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux reliés à la relève d'entreprise. La pandémie nous amène à adapter nos façons de faire à cet égard.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Notre offre, qui s'est avérée distinctive au fil des ans, fait une fois de plus ses preuves dans notre capacité d'accompagner nos entrepreneurs dans la situation actuelle, notamment grâce à des maillages ayant permis à des entreprises en portefeuille non seulement de s'entraider mais également de capitaliser sur des opportunités nées du contexte de la pandémie.

Qui plus est, nous offrons du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apporte une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actifs en la matière, nous offrons un accompagnement personnalisé aux entrepreneurs afin de faciliter la mise sur pied de comités consultatifs ou de conseils d'administration. Nous leur offrons des formations en entreprise ainsi que des conseils adaptés à leur réalité. De plus, nous pouvons compter sur un vaste réseau d'administrateurs chevronnés dont le rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Les administrateurs ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

4.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2020 ET PERSPECTIVES 2021

Économie mondiale

La pandémie de COVID-19 a fortement affecté l'économie mondiale en 2020. Les premiers mois de l'année ont débuté sur une note généralement positive, mais la situation s'est dégradée à partir de février en Chine et dans la plupart des autres pays à partir du mois de mars. La chute du tourisme, la fermeture temporaire de plusieurs services, puis les nécessaires mesures sanitaires et de confinement suggérées ou imposées par les autorités publiques de plusieurs pays ont provoqué des baisses notables des PIB réels au premier et au deuxième trimestre, confirmant une récession mondiale. La plupart des économies se sont relevées à la fin du printemps et à l'été grâce à l'atténuation des mesures de confinement les plus contraignantes. Une deuxième vague de la COVID-19 à l'automne a toutefois entraîné la mise en place de nouvelles restrictions sanitaires. Pour 2020, il est estimé que le PIB réel a diminué de 6,8 % en zone euro, dont une baisse de 5,3 % en Allemagne et une diminution de 8,3 % en France. Au Royaume-Uni, la baisse estimée est de 9,9 %. La Chine, même si elle a été la première touchée par la COVID-19, a été l'un des rares pays à voir son économie croître, avec un gain annuel de 2,3 %.

Comme les gouvernements, les banques centrales ont réagi vigoureusement pour limiter les conséquences négatives de la pandémie. La Réserve fédérale américaine (FED) et la Banque du Canada ont abaissé leurs taux directeurs de 150 points de base en mars pour les amener près de zéro. Elles ont aussi multiplié les programmes pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers et éviter une contraction du crédit, entre autres en injectant massivement des liquidités. Ces actions des banques centrales ont fait chuter les taux des obligations fédérales et ont aidé les bourses à rebondir rapidement après la correction brutale de la fin de l'hiver 2020. Au bout du compte, l'année 2020 a été favorable pour les investisseurs malgré le recul de l'activité économique.

Après la chute de 2020, on s'attend à une assez bonne croissance du PIB réel mondial en 2021. Ainsi, dans le cas où la campagne de vaccination se déroule bien et que la pandémie s'atténue au cours de 2021, le PIB réel mondial devrait croître de 5,5 % après une baisse de 4,1 % en 2020. La faiblesse généralisée des taux d'intérêt et les nombreuses mesures d'aide mises en place par les gouvernements pour soutenir les revenus des ménages et pour limiter les dégâts chez les entreprises devraient permettre ce rebond de l'économie. La situation demeure toutefois dépendante de l'évolution de la COVID-19 et une plus forte croissance pourrait même survenir si les vaccins sont distribués rapidement. L'abondance de liquidité et les bas taux d'intérêt pourraient continuer de soutenir la valeur des actifs financiers.

États-Unis

La trêve commerciale entre la Chine et les États-Unis au tout début de 2020 semblait de bon augure. Toutefois, la propagation de la COVID-19 à partir du mois de mars a provoqué la fin du plus long cycle économique de l'histoire des États-Unis. La mise en place de mesures sanitaires et de confinement, surtout par les États et les localités, a amené la perte totale de plus de 22 millions d'emplois en mars et en avril 2020. À un rythme annualisé, le PIB réel a chuté de 5,1 % au premier trimestre et de 31,4 % au deuxième, soit le pire résultat depuis que les données trimestrielles ont commencé à être publiées en 1947. L'économie américaine a commencé à s'améliorer à partir du mois de mai grâce à l'atténuation des principales mesures sanitaires et de confinement et aussi grâce au soutien du gouvernement fédéral avec le *CARES Act* et à la politique monétaire extraordinaire de la FED. Le PIB réel a bondi de 33,4 % au troisième trimestre et un peu plus de la moitié des emplois perdus à la fin de l'hiver 2020 ont été récupérés. Contrairement à plusieurs autres pays avancés et puisqu'il y a eu moins de nouvelles mesures sanitaires contraignantes, l'économie américaine n'a pas trop souffert des vagues subséquentes de la COVID-19 qui se sont manifestées au début de l'été et à l'automne. Le PIB réel a augmenté de 4,0 % à rythme annualisé au dernier trimestre de 2020.

La croissance économique devrait se montrer assez rapide en 2021 grâce au retour à un niveau d'activité plus normal après les problèmes de 2020. Un nouveau plan d'aide totalisant 935 G\$ US adopté à la toute fin de 2020 soutiendra l'économie. La baisse des tensions commerciales et la mise en œuvre d'autres mesures budgétaires stimulantes par l'administration Biden devraient aussi appuyer la croissance, tout comme la politique de la FED. Il faudra aussi surveiller les intentions protectionnistes de la nouvelle administration ainsi que l'évolution de ses relations avec la Chine. Une progression annuelle de 4,7 % du PIB réel est prévue pour 2021 après qu'il se soit contracté de 3,5 % en 2020.

Canada

Comme ailleurs dans le monde, l'économie canadienne a fortement été touchée par la pandémie de COVID-19 en 2020. Les mesures sanitaires mises en place partout au pays au printemps 2020 ont entraîné des chutes historiques du PIB réel au premier et au deuxième trimestre de 2020. Le gouvernement fédéral a toutefois introduit plusieurs mesures de soutien pour les particuliers et les entreprises. Ces dernières ont fait une grande différence pour la suite des choses, en particulier en soutenant le revenu des ménages. Cette bonne position financière des ménages leur a permis de participer pleinement à la reprise de l'économie canadienne à compter du mois de mai. Non seulement le commerce de détail a rapidement récupéré le terrain perdu, mais le marché de l'habitation a fait preuve d'une grande vitalité depuis le déconfinement printanier. La phase de réouverture de l'économie a donc entraîné un rebond exceptionnel du PIB réel au troisième trimestre. À compter du quatrième trimestre, la progression de l'économie est passée à la phase de récupération, caractérisée par une croissance plus faible de la production. De plus, de nouvelles mesures restrictives ont été introduites dans plusieurs régions du pays au quatrième trimestre afin de freiner la propagation de la deuxième vague de la COVID-19. Au bout du compte, l'ensemble de l'année 2020 s'est soldé par une baisse de 5,4 % du PIB réel canadien.

La phase de récupération de l'économie canadienne devrait se poursuivre en 2021. Évidemment, l'évolution de la pandémie sera encore susceptible d'entraîner des aléas au sein de l'économie avec notamment une rechute temporaire du PIB réel au premier trimestre. Cela dit, la campagne de vaccination a débuté et devrait non seulement soutenir la reprise économique au pays à compter du printemps, mais réduire les incertitudes. Les séquelles de la pandémie se feront cependant sentir sur certains secteurs bien après 2021. Pour l'ensemble de l'année 2021, il est prévu que le PIB réel canadien augmente de 4,9 %.

Québec

Le Québec a aussi connu une chute sans précédent de son PIB réel en 2020. La première vague de la pandémie, qui a entraîné au printemps 2020 la fermeture de toutes les activités non essentielles, a provoqué une détérioration abrupte des indicateurs économiques. L'an dernier, le taux de chômage a grimpé de 4,5 % en février à un sommet de 17,6 % en avril, les ventes au détail se sont effondrées et les exportations ont été en baisse. Le PIB réel a plongé de près de 10 % en mars et d'environ 15 % en avril, puis a fortement rebondi dès le mois de mai en raison de la réouverture progressive des établissements et des commerces qui avaient dû cesser leurs activités. Le PIB réel a continué de se redresser pendant la période estivale, de sorte que la période de récupération est bien avancée. Certains indicateurs économiques ont déjà dépassé le niveau de février 2020, notamment les ventes au détail et les ventes de propriétés existantes. Le soutien financier du gouvernement fédéral a fait la différence pour les ménages dont les revenus ont, globalement, fortement progressé depuis le printemps 2020.

Cependant, la deuxième vague entraîne déjà quelques soubresauts. La fermeture de certains types de commerce dans les régions en zone d'alerte maximale depuis le mois d'octobre a provoqué des pertes d'emplois dans les secteurs touchés. Les mesures prises pour contrôler l'augmentation des cas de la COVID-19 ont ralenti le rétablissement de l'économie au dernier trimestre de 2020. Une rechute du PIB réel est à prévoir au début de 2021, mais celle-ci sera de moindre ampleur qu'au printemps 2020 puisque les restrictions sont moins sévères, notamment pour le secteur manufacturier et celui de la construction. Après une année en montagnes russes et une baisse du PIB réel d'environ 5 % en 2020, on connaîtra un début d'année 2021 difficile. L'avancement de la campagne de vaccination permet d'être plus optimiste pour la relance économique par la suite. Certains secteurs, qui auront été durement affectés par les fermetures, auront toutefois du mal à se relever.

5.0 Analyse de la performance financière par la direction

5.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 46,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, soit un rendement de 2,1 %, comparativement à un bénéfice net de 81,3 M\$ (rendement de 3,8 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 16,22 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 15,94 \$ à la fin de l'exercice 2019. À titre indicatif, au prix actuel de 16,22 \$, un actionnaire ayant investi le 1^{er} mars 2014 obtiendrait un rendement annuel de plus de 11,5 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 45 % conformément au taux applicable à ce moment.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 3,6 % et de 4,8 %. Pour 2019, ces rendements étaient respectivement de 3,2 % et de 8,4 %. Les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,0 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	2020			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 292	57,3	3,6	2,0
Autres investissements et encaisse	962	42,7	4,8	2,1
	2 254	100,0	4,1	4,1
Charges, nettes des frais d'administration			(1,9)	(1,9)
Impôts sur les bénéfices			(0,1)	(0,1)
Rendement de CRCD			2,1	2,1

	2019			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 192	53,9	3,2	1,7
Autres investissements et encaisse	1 020	46,1	8,4	4,0
	2 212	100,0	5,7	5,7
Charges, nettes des frais d'administration			(1,8)	(1,8)
Impôts sur les bénéfices			(0,1)	(0,1)
Rendement de CRCD			3,8	3,8

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 188,8 M\$ et des cessions de 157,5 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 31,3 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 17,0 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 298,9 M\$ au 31 décembre 2020 (1 250,6 M\$ au 31 décembre 2019). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 188,8 M\$ est attribuable aux investissements faits notamment dans trois entreprises pour un montant global de 79,1 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 34,6 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y ajoutant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 238,2 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 237,0 M\$ au 31 décembre 2019. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2020 s'élevaient à 1 346,3 M\$ dans 169 entreprises, coopératives et fonds, dont 1 108,1 M\$ étaient déboursés. Au 31 décembre 2020, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 551 entreprises, coopératives et fonds.

Pour l'année 2020, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 43,4 M\$, soit un rendement de 3,6 %, comparativement à une contribution de 35,1 M\$ en 2019 (rendement de 3,2 %) et ce, malgré un contexte économique incertain teinté par la crise sanitaire.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	2020	2019
Produits	28 899	29 033
Gains et pertes	14 491	6 069
	43 390	35 102

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. Les honoraires de négociation, représentant 3,1 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (3,5 M\$ en 2019), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 16,7 M\$ pour l'exercice 2020 (16,5 M\$ en 2019), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

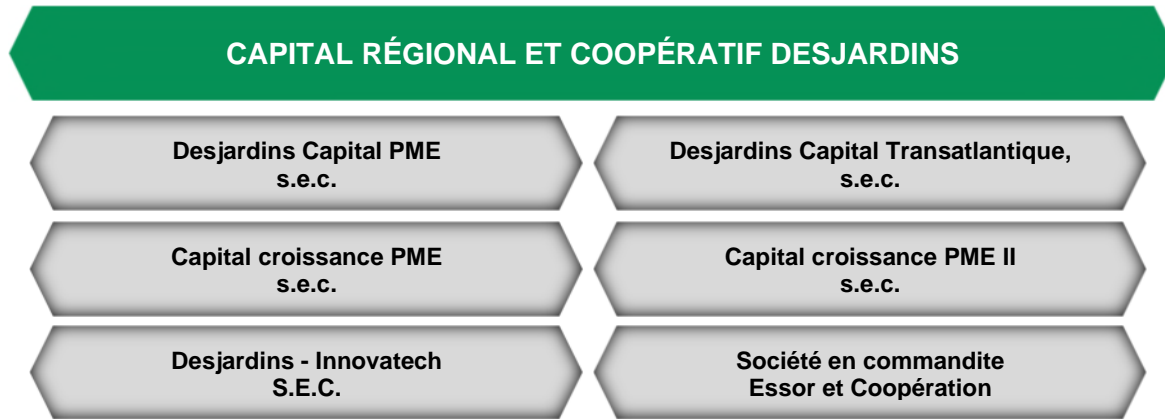
CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 14,5 M\$ comparativement à 6,1 M\$ pour l'exercice 2019. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2020, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est dégradé comparativement à celui observé au 31 décembre 2019, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun leur mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont présentés ci-après :

- Le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME), créé le 1^{er} janvier 2018 a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec, avec une limite d'investissement ne dépassant généralement pas 10 M\$. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués sur une base annuelle. Le 1^{er} janvier 2020, Desjardins Holding financier inc. (DHF), s'est ajouté comme commanditaire du fonds DCPME. Au 31 décembre 2020, le taux de participation de CRCD dans le fonds DCPME est de 39,8 %, alors que celui des deux autres commanditaires, soit Gestion privée Desjardins (GPD) et DHF sont respectivement de 53,6 % et de 6,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD avait déboursé un montant de 99,8 M\$ (72,2 M\$ au 31 décembre 2019) permettant à un total de 155 entreprises de bénéficier de 280,0 M\$ engagés par le fonds DCPME.
- Conjointement avec la société française Groupe Siparex, le 4 juillet 2018, DC a créé deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 117 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique, géré par DC, est de 60,7 %. Au 31 décembre 2020, CRCD avait déboursé 11,7 M\$ (11,3 M\$ au 31 décembre 2019) sur son engagement total de 35,5 M\$ (22,8 M€), permettant à huit entreprises de bénéficier de 16,1 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 39,0 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2020, un total de 26 coopératives bénéficiaient de 33,2 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,5 M\$ a été déboursé en 2020, pour un déboursé cumulatif de 2,9 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisées dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la phase de commercialisation. Au 31 décembre 2020, un total de 55 entreprises et fonds bénéficiaient de 61,0 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 31 décembre 2020, CRCD avait déboursé 255,0 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 192 entreprises et fonds bénéficiaient de 162,1 M\$ engagés par les fonds CCPME au 31 décembre 2020. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 459,9 M\$ dans 376 entreprises.

Au total, ce sont 551 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 499 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, au 31 décembre 2020. De ce nombre, un total de 31 coopératives bénéficiaient d'engagements de 214 M\$. CRCD et son écosystème contribue ainsi au maintien et à la création de plusieurs milliers d'emplois.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandite qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement par profil d'investissement

	2020			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	424	18,8	6,9	1,2
Équité	705	31,3	1,2	0,4
Fonds externes	47	2,1	(6,7)	(0,2)
Capital de risque	99	4,4	14,0	0,5
Sous-total Profils d'investissement	1 275	56,6	3,6	1,9
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	17	0,7	4,8	-
Total Écosystème	1 292	57,3	3,6	1,9

	2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	366	16,5	9,2	1,3
Équité	683	30,9	(0,7)	(0,2)
Fonds externes	46	2,1	13,5	0,3
Capital de risque	79	3,6	6,5	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 174	53,1	3,2	1,6
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	18	0,8	(0,1)	-
Total Écosystème	1 192	53,9	3,2	1,6

Le rendement du portefeuille des investissements à impact économique québécois de 3,6 % pour l'exercice 2020 s'explique surtout par les profils d'investissements « Dette » et « Équité », lesquels forment l'essentiel du volume d'actifs sous gestion au 31 décembre 2020. Le profil « Dette » affiche une performance inférieure à celle de 2019. Cette diminution est expliquée par la hausse du risque de crédit de certains investissements ainsi que, dans une moindre mesure par la réduction du taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille de dette. L'écart de rendement entre les deux exercices pour le profil « Équité » s'explique principalement par des difficultés ponctuelles qu'ont connues quelques entreprises importantes du portefeuille au cours de l'exercice 2019 et qui se trouvent dans cette catégorie. À noter que la majorité des sociétés partenaires ont offert une performance positive au cours du présent exercice et ce, même en contexte de crise sanitaire.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers et des fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Il procure une base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2020, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse, mais excluant les contrats de change, totalisait 924,2 M\$ (998,9 M\$ en 2019) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	38,5	4,2	53,0	5,3
Obligations	526,8	57,0	536,0	53,7
Fonds d'actions mondiales	117,6	12,7	174,1	17,4
Fonds d'actions canadiennes	66,6	7,2	62,8	6,3
Fonds immobiliers	111,7	12,1	112,1	11,2
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	63,0	6,8	60,9	6,1
Total Portefeuille	924,2	100,0	998,9	100,0

Au 31 décembre 2020, 75 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (75 % au 31 décembre 2019).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 41 % au terme de l'exercice 2020 (43 % au 31 décembre 2019), une diminution s'expliquant principalement par les désinvestissements effectués au portefeuille afin de répondre aux demandes de rachat des actions de CRCD. Les fonds engagés mais non déboursés de 238,2 M\$, représentant 10 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	2020	2019
Produits	21 955	29 273
Gains et pertes	23 980	57 634
	45 935	86 907

Les produits sont composés principalement des intérêts et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les produits courants en baisse de 7,3 M\$ pour l'exercice 2020 comparativement à 2019, sont expliqués par la diminution du taux d'intérêt moyen effectif entre les deux exercices, conjuguée à la décroissance du portefeuille due aux désinvestissements.

Les gains de 24,0 M\$ pour l'exercice 2020 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Le portefeuille obligataire a enregistré une plus-value de 45,4 M\$, les taux directeurs ayant chuté de 122 points de base, majoritairement durant le premier semestre de 2020, en réponse aux effets de la crise sanitaire mondiale.
- Les marchés boursiers, suite à un revers important au premier semestre de 2020, ont depuis retrouvé les niveaux d'avant la crise COVID-19, portés majoritairement par certains secteurs ayant mieux tiré leur épingle du jeu, notamment celui des technologies. Les fonds d'actions détenus par CRCD, à faible volatilité, n'ont pas pleinement participé à la remontée des marchés boursiers au deuxième semestre de 2020. L'exercice s'est terminé avec une moins-value de 19,2 M\$ pour les fonds d'actions mondiales et canadiennes alors que les fonds immobiliers affichent 3,1 M\$ de moins-value, ce secteur s'avérant toujours sous pression. Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché ont performé selon les attentes en période de tumultes avec un gain de 0,8 M\$.

La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent au coût des rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Cependant, des mesures décrites dans la Loi ont été accordées à CRCD par le gouvernement provincial pour chacune des périodes d'émission 2018, 2019 et 2020. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

CRCD a obtenu le droit d'émettre 140 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour les émissions 2018, 2019 et 2020 et d'octroyer un taux de crédit d'impôt de 35 % pour l'acquisition de ces actions. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir ces actions, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

Dans le cadre de ces mêmes mesures, de nouvelles dispositions ont été accordées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. CRCD est autorisé, pour les périodes d'émission 2018, 2019 et 2020 à procéder à l'échange de ses actions actuelles de catégorie A « Émission » vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles de catégorie A « Émission », jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées.

Le capital-actions de CRCD comporte donc deux catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission » et la catégorie B « Échange ». La catégorie A permet par son émission de recueillir des liquidités tandis que la catégorie B vise à permettre l'échange des actions de la catégorie A.

La période de détention minimale des actions de CRCD, peu importe la catégorie, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat ou d'échange. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription ou tout échange dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission ou d'échange autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2019 et 2020, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2020, le capital-actions de CRCD s'élève à 2 272,8 M\$ pour 140 110 229 actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice, CRCD a recueilli 139,8 M\$ en actions de catégorie A « Émission », ce qui inclut le solde de l'émission 2019 de 0,3 M\$ et la quasi-totalité du montant autorisé de l'émission 2020, soit 139,5 M\$. Le solde de l'émission 2020 de 0,5 M\$ a été écoulé en janvier 2021.

La période d'inscription à l'échange pour l'année d'imposition 2020 s'est déroulée à l'automne 2020 et l'acceptation des demandes a été effectuée et comptabilisée en janvier 2021. Le montant autorisé de 100 M\$ a été entièrement écoulé.

Pour l'exercice 2020, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 221,9 M\$ (81,7 M\$ en 2019). Cette augmentation a été occasionnée par le contexte de la pandémie qui a créé un certain niveau d'incertitude sur les marchés et a provoqué un rythme de rachat plus soutenu, principalement pour les mois de mars à mai.

Au 31 décembre 2020, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 002,0 M\$. Au cours de l'exercice 2021, des actions additionnelles d'une valeur de 84,6 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel d'environ 1 087 M\$. Cette somme sera réduite de 100 M\$ pour les demandes d'échange déjà acceptées en janvier 2021 et du montant des actions qui seront rachetées au cours de l'exercice 2021.

Au 31 décembre 2020, le nombre d'actionnaires était de 109 286 comparativement à 109 364 au 31 décembre 2019.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	2020	2019
Frais de gestion	21 321	19 007
Autres frais d'exploitation	5 160	5 548
Services aux actionnaires	11 270	11 089
	37 751	35 644

CRCD a confié la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et de son portefeuille des autres investissements, à DC, aux termes d'une convention de gestion intervenue entre eux. En vertu de cette convention, CRCD verse à DC des frais de gestion équivalant à un taux maximum de 1,75 % (1,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées notamment à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. La hausse des frais de gestion est cohérente avec l'augmentation de la valeur moyenne des actifs sous gestion de CRCD et s'explique notamment par des économies d'échelles plus importantes en 2019 provenant d'un décalage dans les dépenses liées à la croissance.

Les autres frais d'exploitation et les services aux actionnaires n'ont pas connu de variation significative entre les deux exercices. La principale charge dans le poste de services aux actionnaires est la rémunération versée par CRCD aux caisses en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net de CRCD et du niveau d'automatisation des transactions de souscription et de rachat.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 2,5 M\$ pour l'exercice 2020, en hausse comparativement à l'exercice précédent (2,0 M\$ en 2019). La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2020, les sorties de liquidités liées aux émissions d'actions nettes des rachats s'élèvent à 82,1 M\$ (entrées nettes de liquidités de 58,4 M\$ en 2019). L'augmentation entre les deux exercices est expliquée principalement par la hausse du volume de rachat d'actions durant l'exercice 2020, en particulier durant le premier semestre. Les activités opérationnelles jumelées à des frais de développement d'une immobilisation incorporelle ont généré une entrée nette de liquidités de 57,0 M\$ (utilisation nette de liquidités de 52,8 M\$ en 2019).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 174,8 M\$ pour l'exercice 2020 (263,8 M\$ en 2019). Le portefeuille des autres investissements génère une entrée nette de liquidités de 74,5 M\$ comparativement à une entrée nette de liquidités de 108,8 M\$ pour l'exercice 2019.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 21,6 M\$ (46,8 M\$ au 31 décembre 2019).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 M\$ au 31 décembre 2020. Cette marge de crédit a été utilisée au cours du présent exercice, mais est inutilisée au 31 décembre 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019).

Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, comme ce fût le cas à la suite du volume de rachat d'actions plus important que prévu durant l'exercice, cette marge est utilisée sur une base temporaire afin de faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

5.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

VISION ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

Des travaux de planification stratégique ont été menés tout au long de l'exercice 2018 et ont été présentés aux instances décisionnelles, dont le conseil d'administration de CRCD et le conseil d'administration de DC. Cette démarche a permis d'établir les ambitions 2024 et d'actualiser les priorités stratégiques. Le plan stratégique 2024, a été approuvé par le conseil d'administration de CRCD en fin d'exercice 2019.

La vision de CRCD est d'être « Premier dans le cœur des entrepreneurs : la référence pour les PME ».

Pour ce faire, CRCD s'appuie sur dix priorités stratégiques de DC sur l'horizon 2024 qui s'articulent à l'intérieur des orientations suivantes :

- Accélérer le virage client : en déployant une offre distinctive et innovante pour les entrepreneurs et en revoyant les façons de faire pour accélérer la capacité d'exécution et atteindre les objectifs de croissance;
- Affirmer sa distinction coopérative : en augmentant la présence de DC dans le segment de l'entrepreneuriat collectif et en favorisant le développement d'une économie durable et responsable;
- Exploiter les forces du grand groupe coopératif Desjardins : en identifiant des opportunités de capitalisation pour l'écosystème de DC, en élaborant des partenariats au sein du Mouvement Desjardins, en consolidant les parts de marché et en trouvant de nouvelles opportunités de croissance au Québec;
- Réaliser les autres priorités propres à DC et pertinentes pour CRCD : en termes d'accroissement de sa visibilité, d'acquisition, de rétention et de développement des talents, de maintien de l'équilibre rendement/risque et de capitalisation de CRCD;
- Réaliser les priorités propres à CRCD : accroître la capitalisation et la visibilité de CRCD ainsi qu'améliorer l'expérience numérique de l'actionnaire.

Bien que le contexte économique incertain engendré par la crise sanitaire ait perturbé les activités de croissance et de développement au cours du premier semestre de 2020, nous avons connu un retour graduel à la normale pendant la deuxième moitié de l'exercice. Nous sommes présents pour poursuivre notre accompagnement auprès des entreprises partenaires et soutenir la croissance des PME et coopératives dans toutes les régions du Québec.

STRATÉGIES

DC regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif et de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont au 31 décembre 2020, avoir investi 65 % (64 % au 31 décembre 2019) de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles. Ce pourcentage pour les années financières commençant après le 31 décembre 2020 sera de 65 %. Également, 35 % de ces investissements admissibles doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin d'exercice. Aux 31 décembre 2020 et 2019, ces règles étaient toutes respectées.

5.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à la loi constitutive de CRCD, le conseil d'administration (le « conseil ») doit être composé de 13 administrateurs, dont une majorité de personnes indépendantes. La présidence doit aussi être assumée par un administrateur indépendant. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport, alors qu'un poste d'administrateur est vacant :



Bernard Bolduc
B.A.A. FINANCE

Président du conseil de CRCD et président, Altrum inc.



Marlène Deveaux
B.A., M.A., ASC

Vice-présidente du conseil de CRCD et présidente directrice générale, Revêtement sur métaux inc.



Marc Barbeau
CPA, CA, M. Fisc.

Secrétaire du conseil de CRCD et président et chef de la direction, Ovivo inc.



Linda Labbé
CPA, CA

Administratrice Relations avec le Mouvement Desjardins et administratrice de sociétés



Charles Auger
B.A.A. FINANCE

Vice-président Opérations, Chocolats Favoris



Éric Charron
B.A.A. FINANCE,
ADM.A, PL.FIN.

Directeur général, Caisse Desjardins de Gatineau



Lucie Demers
CPA, CGA, EEE

Administratrice de sociétés



Muriel McGrath
B.A., IAS.A

Présidente, MC² Consilium inc.



Anne-Marie Renaud
B. Sc., IAS.A,
CEC, ACC

Administratrice de sociétés et coach exécutif



Louis Roy
B.A.A., MBA, DAE

Directeur de l'intelligence d'affaires, Revenu Québec



Jean-Guy Sénécal
FCPA, FCA, B.A.A.

Administrateur de sociétés



Louis-Régis Tremblay
ING., IAS.A

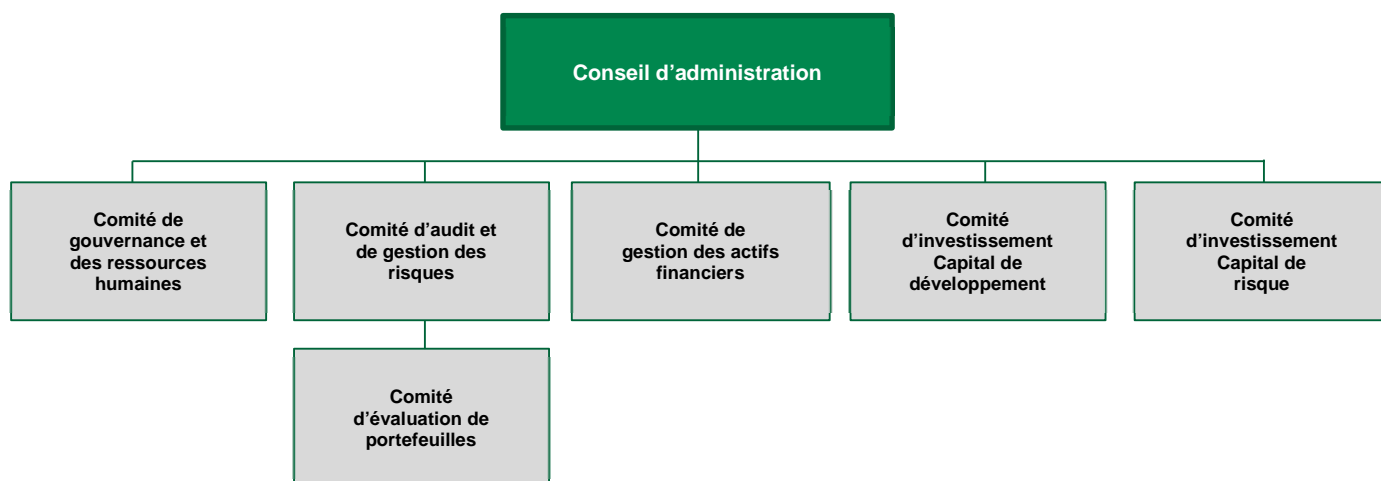
Consultant en gestion et administrateur de sociétés

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, l'information financière, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, les relations avec les actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

La structure de gouvernance se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

Comité de gouvernance et des ressources humaines

Le comité de gouvernance et des ressources humaines a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de gestion des conflits d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le président du conseil et l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que le profil collectif des membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance des administrateurs et des membres de comités, du conseil et de son président, des comités et de leur président, de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et du gestionnaire. Il s'assure de plus de la mise en place d'un plan de relève de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins.

Ce comité a également un rôle de surveillance du risque général de réputation et du risque de conflits d'intérêts. Il est informé du risque de réputation lié à l'investissement qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit et de gestion des risques a comme mandat d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de la divulgation de l'information financière, de la sauvegarde des actifs et de la détection de la fraude. Il reçoit annuellement une attestation sur l'environnement de contrôle interne du gestionnaire en relation avec la gestion des opérations imparties par CRCD. Il veille à ce que le gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD, recommande les modifications à la Politique de gestion des risques au conseil et surveille plus spécifiquement l'ensemble des risques opérationnels et réglementaires. Il est informé des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, qui sont sous la surveillance du comité de gestion des actifs financiers.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la Politique de gestion globale des actifs financiers de CRCD et des directives afférentes. Le comité est également responsable de recommander au conseil l'attribution de mandats à des conseillers en valeurs. Le comité est composé de personnes qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances et des compétences financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité exerce de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, du risque de concentrations géographique et sectorielle de l'actif net et du risque de liquidité. Il est informé du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois, qui sont sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la Méthodologie d'établissement de la juste valeur et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires. La majorité des membres de ce comité sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément audit règlement.

Comités d'investissement

Le mandat général des comités d'investissement Capital de développement et Capital de risque consiste à évaluer et à autoriser ou recommander, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil et dans le respect de la mission de CRCD, des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi. Les membres de ces comités sont choisis en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité d'un investissement, à en détecter les risques et à contribuer à sa valorisation future.

Le comité d'investissement Capital de développement étudie les dossiers de financement en dette subordonnée, en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité pour des entreprises ayant démontré des résultats financiers positifs et qui ont besoin de capitaux pour des projets de croissance ou autres.

Quant au comité d'investissement Capital de risque, il étudie les dossiers de financement en dette convertible, en équité ou ayant une combinaison de dette convertible et d'équité et qui appuient des entreprises à fort potentiel de création de valeur qui sont au stade de prédémarrage, démarrage ou post-démarrage.

Ces comités ont également un rôle de surveillance du risque de réputation lié à l'investissement, du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois. Ils sont informés du risque stratégique en lien avec les normes d'admissibilité des investissements, prévues à la loi constitutive de CRCD, qui est sous la surveillance du conseil.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2020.

Noms	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Capital de Développement	Comité d'investissement Capital de risque	Rémunération (\$)
(nombre de rencontres)	18	6	4	4	3	25	9	
Administrateurs et membres externes de comité actifs à la date du présent rapport								
Charles Auger	17/18						9/9	30 000
Marc Barbeau	17/18	1/1		4/4		23/25		52 251
Bernard Bolduc	17/18	5/5	1/1			5/5		67 085
Éric Charron	16/18			4/4				26 000
Lucie Demers	17/18		4/4		3/3			35 861
Marlène Deveaux	18/18	4/4				5/5		27 872
Linda Labbé	18/18	6/6	4/4	4/4	1/1			48 750
Muriel McGrath	18/18	4/4					9/9	40 582
Anne-Marie Renaud	12/13					24/25		30 159
Louis Roy	18/18						9/9	30 000
Jean-Guy Sénécal	13/13		3/3		2/2			32 074
Louis-Régis Tremblay	18/18			4/4		25/25		40 440
Sophie Fortin *						8/8		7 487
Sébastien Mailhot *					3/3			9 600
George Rossi *					3/3			9 600
Michel Rouleau *						25/25		22 000
Normand Tremblay *							9/9	12 550
Paul Vokaty *							5/5	7 303
Administrateurs et membres externes de comité ayant quitté leurs fonctions à la date du présent rapport								
Mario Lavallée *				4/4				11 000
Michel Martineau *					1/1			2 700
Marcel Ostiguy	5/5			1/1				6 180
Nathalie Pilon	11/11		2/2	2/2				20 622
RÉMUNÉRATION TOTALE								570 116

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les honoraires relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux. Seuls les membres externes de comités reçoivent une allocation de présence.

En date du présent rapport, l'indemnité annuelle du président du conseil d'administration et de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins sont respectivement de 70 000 \$ et de 50 000 \$. Aucune autre rémunération ne leur est versée à titre d'administrateur, de président, de membre ou de personne ressource d'un comité.

5.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. La politique de gestion intégrée des risques adoptée par CRCD permet de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 11 février 2021.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2020 est de 975,7 M\$ (965,1 M\$ au 31 décembre 2019). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 31,5 M\$ (46,0 M\$ au 31 décembre 2019) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 526,8 M\$ (536,0 M\$ au 31 décembre 2019) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 37,7 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,7 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2020 (37,1 M\$ pour 1,7 % au 31 décembre 2019). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 41,1 M\$ représentant une augmentation de 1,9 % du prix de l'action de CRCD (40,2 M\$ pour 1,8 % au 31 décembre 2019). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, limitant ainsi l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobiliers d'une juste valeur de 111,7 M\$ (112,1 M\$ au 31 décembre 2019) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 243,8 M\$ (243,9 M\$ au 31 décembre 2019), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 305,7 M\$ (271,0 M\$ au 31 décembre 2019), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Ainsi, pour ces prêts et avances et actions privilégiées sensibles à la variation des taux d'intérêt, une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 4,8 M\$ du résultat net représentant une diminution de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (4,8 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2019). L'effet contraire, soit une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une hausse de 5,0 M\$ du résultat net représentant une augmentation de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (5,0 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2019).

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation des sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2020, les fonds d'actions mondiales et canadiennes d'une valeur de 184,2 M\$ (236,9 M\$ au 31 décembre 2019), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 18,4 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,8 % du prix de l'action de CRCD.

Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 63,0 M\$ au 31 décembre 2020 (60,9 M\$ au 31 décembre 2019) sont exposés dans une moindre mesure à la variation des marchés boursiers car ils minimisent le risque au marché. De plus, ces fonds représentent une faible exposition sur le portefeuille. Ainsi, toute variation n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 19,4 M\$ (23,9 M\$ au 31 décembre 2019). Ainsi, pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 1,9 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 102,9 M\$ soit 4,5 % de l'actif net au 31 décembre 2020, comparativement à 80,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2019.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2020, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 69,6 M\$ US (51,7 M\$ US au 31 décembre 2019) au taux de 1,2820 \$ CA/\$ US (1,3142 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2019), de même que des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 7,6 M€ (8,6 M€ au 31 décembre 2019) au taux de 1,5667 \$ CA/€ (1,4666 \$ CA/€ au 31 décembre 2019) et ce, le 31 mars 2021. Au 31 décembre 2020, CRCD n'a aucun collatéral sur ses contrats de change (aucun au 31 décembre 2019).

Au 31 décembre 2020, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 2,6 M\$ (0,9 M\$ au 31 décembre 2019). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 111,5 M\$ (205,5 M\$ au 31 décembre 2019). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 11,2 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,5 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés. Au 31 décembre 2020, les impacts générés par la pandémie de la COVID-19 ne sont reflétés que partiellement pour les investissements à impact économique québécois et les fonds engagés non déboursés, dans le risque de crédit. En effet, puisque les cotes de risque sont mises à jour sur la base des états financiers annuels de nos entreprises partenaires, ce sera durant l'exercice 2021 que le portrait global des effets de la pandémie sur les cotes de risque sera reflété.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater l'évolution du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019		
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)	
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 188 307	91,5	1 180 364	94,5
7 à 9	À risque	71 664	5,5	51 724	4,1
10	À haut risque et en insolvabilité	38 360	3,0	17 879	1,4

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019		
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)	
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	225 945	94,9	234 455	98,9
7 à 9	À risque	5 815	2,4	2 554	1,1
10	À haut risque et en insolvabilité	6 466	2,7	-	-

Pour le portefeuille obligataire, représentant 57,4 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (54,0 % au 31 décembre 2019), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
AAA	184 694		226 045	
AA	198 429		176 336	
A	90 467		80 991	
BBB	53 196		52 660	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	35,6	24,1	33,5	21,6
Autres investissements ⁽²⁾	38,7	15,6	44,8	19,2

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 67 % (64 % au 31 décembre 2019) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 51 % (47 % au 31 décembre 2019) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2020, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 57,8 % de l'actif net (55,1 % au 31 décembre 2019).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment la détention de titres étrangers au niveau du portefeuille des autres investissements. Au 31 décembre 2020, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 89,5 % de titres canadiens (79,4 % au 31 décembre 2019). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2020, le portefeuille des autres investissements représente 40,7 % de l'actif net (43,2 % au 31 décembre 2019).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2020, les titres obligataires représentent 23,2 % de l'actif net (23,2 % au 31 décembre 2019).

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

Compte tenu du solde élevé des actions rachetables de CRCD, des mesures temporaires annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettent aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$ jusqu'à la période d'émission 2020, cette initiative prévoyait une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois en diminuant les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Souscription » pour les détails.

Cette initiative a bien été accueillie par les actionnaires alors que les sommes autorisées pour l'échange 2018, 2019 et 2020 ont été entièrement écoulées. Le contexte de la pandémie au premier semestre de 2020 a entraîné une augmentation des demandes de rachat d'actions. Les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années ont donc été utilisées au cours de l'exercice 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019) afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités pour maintenir les sommes disponibles liées aux engagements en investissements à impact économique québécois.

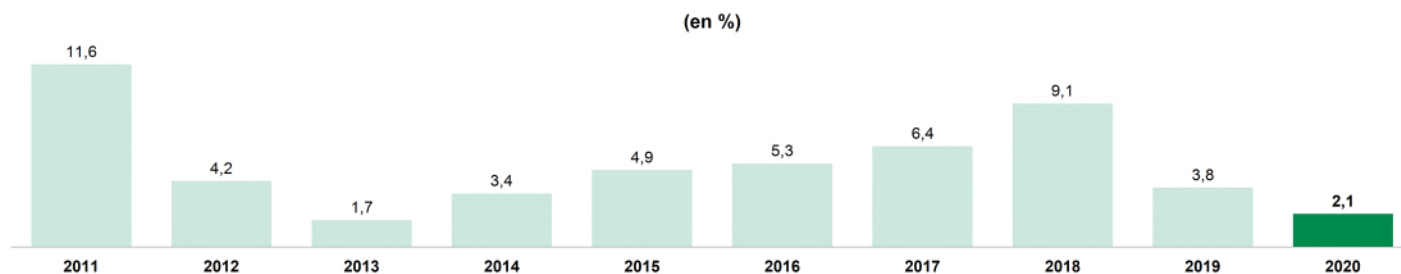
CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

6.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

6.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



6.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 31 décembre 2020

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action ordinaire sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
5,0 %	4,8 %	5,2 %	4,8 %	1,8 %

7.0 Aperçu du portefeuille

7.1 Principaux profils d'investissement

Au 31 décembre 2020, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	19,4
Équité	30,7
Fonds externes	1,9
Capital de risque	5,0
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,8
Total – Investissements à impact économique québécois	57,8
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse et instruments de marché monétaire	1,7
Obligations	23,2
Fonds d'actions mondiales	5,2
Fonds d'actions canadiennes	2,9
Fonds immobiliers	4,9
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	2,8
Total – Autres investissements	40,7

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,5 % des profils d'investissements et 1,5 % des autres éléments d'actifs.

7.2 Principaux investissements détenus

Au 31 décembre 2020, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 31 décembre 2020	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs*	32,5
Gouvernement du Canada	4,8
Fiducie du Canada pour l'habitation	3,2
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	2,8
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,5
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	2,4
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,4
Province de l'Ontario	2,2
Hydro-Québec	2,0
Fonds CC&L Q Marché neutre	1,8
Province de la Saskatchewan	1,5
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1,5

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 32,5 % de l'actif net de CRCD sont :

9349-6347 Québec inc. (Habitations Trigone)
 Agropur Coopérative
 Avjet Holding inc
 Capital Croissance PME II s.e.c.
 Desjardins - Innovatech S.E.C.
 Desjardins Capital PME s.e.c.
 Exo-s-inc.
 Groupe ameublement E-Solutions inc.
 Groupe Filgo inc.
 Groupe Gecko Alliance inc.
 Groupe Industries Fournier inc.
 Groupe Norbec inc.
 Groupe Solotech inc.
 Sollio Groupe Coopératif (anc. La Coop fédérée)

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 11 février 2021

8.0 Rapport de la direction

Le 11 février 2021

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 11 février 2021. Établis selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA
Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2020 et 2019
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (« CRCD ») aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD, qui comprennent :

- les bilans individuels aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les états individuels du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états individuels des variations de l'actif net pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 11 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 298 331	1 249 967
Autres investissements	8	917 914	992 746
Immobilisations incorporelles	10	7 222	4 466
Impôts sur le bénéfice	19	31 083	32 486
Comptes débiteurs	11	28 910	32 699
Encaisse	12	7 003	6 961
		2 290 463	2 319 325
PASSIF			
Passifs financiers	13	4 645	2 252
Impôts sur le bénéfice	19	4 234	168
Comptes créditeurs	14	8 786	8 439
		17 665	10 859
ACTIF NET	16	2 272 798	2 308 466
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		140 110 229	144 849 327
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		16,22	15,94

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Bernard Bolduc, B.A.A. Finance, administrateur

(signé) Jean-Guy Sénécal, FCPA, FCA, B.A.A., administrateur

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire

	Notes	2020 \$	2019 \$
PRODUITS			
Intérêts	7	25 122	26 083
Dividendes et distributions		22 656	28 766
Frais d'administration		455	361
		48 233	55 210
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		77 606	35 512
Non réalisés		(39 135)	28 191
		38 471	63 703
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS			
		86 704	118 913
CHARGES			
Frais de gestion		21 321	19 007
Autres frais d'exploitation	18	5 160	5 548
Services aux actionnaires	18	11 270	11 089
		37 751	35 644
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS			
Impôts sur le bénéfice	19	48 953	83 269
		2 524	1 967
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE			
		46 429	81 302
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES			
		137 788 362	140 340 554
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE			
		0,34	0,58

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Capital-actions (note 16)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	46 429	46 429
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	9 278 358	139 842	-	-	9 278 358	139 842	-	139 842
Rachat d'actions ordinaires	(13 988 260)	(145 842)	(29 196)	(435)	(14 017 456)	(146 277)	(75 662)	(221 939)
Échange d'actions ordinaires	5 984	59	(5 984)	(92)	-	(33)	33	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2020	126 847 667	1 523 336	13 262 562	198 918	140 110 229	1 722 254	550 544	2 272 798
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804
Bénéfice net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	81 302	81 302
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	8 742 237	140 017	-	-	8 742 237	140 017	-	140 017
Rachat d'actions ordinaires	(5 284 124)	(54 623)	-	-	(5 284 124)	(54 623)	(27 034)	(81 657)
Échange d'actions ordinaires	(13 297 742)	(133 548)	13 297 742	199 445	-	65 897	(65 897)	-
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net de l'exercice	46 429	81 302
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(38 471)	(63 703)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(1 178)	(734)
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 390	365
Impôts différés	4 066	(2 569)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(5 537)	(1 253)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	1 403	(6 009)
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(12 360)
Comptes débiteurs	181	(612)
Comptes créditeurs	160	2 424
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(174 806)	(263 841)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	152 942	109 136
Acquisition d'autres investissements	(935 230)	(1 010 281)
Produit de la cession d'autres investissements	1 009 716	1 119 110
	61 065	(49 025)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 146)	(3 808)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	139 842	140 017
Rachat d'actions ordinaires	(221 939)	(81 657)
	(82 097)	58 360
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(25 178)	5 527
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	46 780	41 253
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	21 602	46 780
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	18 115	24 105
Dividendes et distributions reçus	22 140	28 642
Impôts sur les bénéfices recouverts (payés)	2 945	(22 905)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- L'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les autres administrateurs.

Des changements à la gouvernance de CRCD entreront en vigueur dès la prochaine assemblée générale annuelle comme le prévoit le *Projet de loi numéro 41*, sanctionné par l'Assemblée nationale du Québec le 17 mars 2020.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % (64 % au 31 décembre 2019) de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente.

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice. Au 31 décembre 2020 et 2019, les cibles ont été atteintes.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 11 février 2021.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, le découvert bancaire ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Le découvert bancaire et les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.
- Les garanties et cautionnements sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi toute plus-value (moins-value) qui en résulte est comptabilisée aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ».

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'il est établie par les fonds en date du bilan.

Garanties et cautionnements

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une garantie ou un cautionnement qu'il a accordé, une moins-value équivalente à l'estimation du montant à assumer sera comptabilisée à titre de passif.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

f) Constatation des produits (suite)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

h) Impôts (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

COVID-19 – jugements significatifs, estimations et hypothèses

L'évolution de la pandémie de la COVID-19 et de la reprise économique demeure incertaine et continue d'apporter des incertitudes au niveau des hypothèses retenues. Bien que les techniques d'évaluation utilisées par CRCD pour déterminer la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif soient demeurées essentiellement les mêmes, les données d'entrées non observables utilisées au 31 décembre 2020 ont été ajustées pour tenir compte des impacts potentiels de la COVID-19 en fonction des informations et des données disponibles à cette date.

La durée et l'ampleur de l'impact économique de la pandémie sur les résultats futurs des compagnies en portefeuille sont impossibles à déterminer avec certitude. Il existe un risque que les hypothèses utilisées et les projections retenues par CRCD aux fins de la détermination de la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif diffèrent des résultats réels, ce qui pourrait occasionner une volatilité accrue de la juste valeur des instruments financiers et de l'actif net au cours des prochains semestres.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2020 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	365 070	33 014	398 084
Actions privilégiées	312 033	66 994	379 027
Parts de fonds	254 357	93 455	347 812
Prêts et avances	154 473	(1 289)	153 184
Billet ⁽¹⁾	2 990	(72)	2 918
Garantis			
Prêts et avances	19 132	(1 826)	17 306
Total	1 108 055	190 276	1 298 331
	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	303 952	103 767	407 719
Actions privilégiées	307 166	62 494	369 660
Parts de fonds	252 274	72 321	324 595
Prêts et avances	135 533	(2 189)	133 344
Billet ⁽¹⁾	2 461	297	2 758
Garantis			
Prêts et avances	13 478	(1 587)	11 891
Total	1 014 864	235 103	1 249 967

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCD s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCD sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCD et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 72,8 M\$ (48,5 M\$ au 31 décembre 2019) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 11,8 M\$ (12,6 M\$ au 31 décembre 2019).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,0 % (8,7 % au 31 décembre 2019). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 13,1 M\$ (10,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits et, dans une moindre mesure, à la variation du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,3 années (4,0 années au 31 décembre 2019), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 13,4 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2019).

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Au 31 décembre 2020				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	584 520	214 474	51 714	257 347	1 108 055
Gain (perte) non réalisé	79 896	21 757	(4 760)	93 383	190 276
Juste valeur	664 416	236 231	46 954	350 730	1 298 331
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	13 242	11 050	4 965	202 512	231 769
Garanties et cautionnements ⁽²⁾	224	6 233	-	-	6 457
Total	677 882	253 514	51 919	553 242	1 536 557

	Au 31 décembre 2019				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	533 581	174 660	33 288	273 335	1 014 864
Gain (perte) non réalisé	83 238	85 908	(6 661)	72 618	235 103
Juste valeur	616 819	260 568	26 627	345 953	1 249 967
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	41 449	900	4 929	189 731	237 009
Total	658 268	261 468	31 556	535 684	1 486 976

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés, n'apparaissent pas à l'actif.

⁽²⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les Autres investissements.

Garanties et cautionnements

Au 31 décembre 2020, CRCD a consenti des garanties d'un montant total de 6,5 M\$ (aucune au 31 décembre 2019), dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des compagnies dans lesquelles CRCD a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une compagnie ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée de ces cautions est de deux à trois ans.

Au 31 décembre 2020, aucun montant n'a été comptabilisé dans les passifs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés, représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 et après \$	Total \$
153 917	24 247	16 377	3 695	33 533	231 769

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	7	216 875	9	254 725
Entités associées				
Entreprises partenaires	27	287 097	28	296 890
Fonds	11	326 660	11	319 537

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % au 31 décembre 2020 et 2019 pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales au 31 décembre 2020 (deux filiales et une entité associée au 31 décembre 2019). Au cours des exercices terminés le 31 décembre 2020 et 2019, CRCD n'a reçu aucun dividende significatif d'une filiale.

Au 31 décembre 2020, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 % (13 % et 100 % au 31 décembre 2019).

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	179 829	4 865	184 694
Provinciales, municipales ou garanties	203 529	14 369	217 898
Institutions financières	48 335	3 647	51 982
Sociétés	66 091	6 121	72 212
	497 784	29 002	526 786
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	31 508	-	31 508
Contrats de change ⁽²⁾	-	719	719
Fonds d'actions canadiennes	60 777	5 813	66 590
Fonds d'actions mondiales	113 463	4 150	117 613
Fonds immobiliers	110 778	957	111 735
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	62 247	716	62 963
Total	876 557	41 357	917 914

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	212 266	(1 812)	210 454
Provinciales, municipales ou garanties	189 104	4 870	193 974
Institutions financières	72 338	2 358	74 696
Sociétés	54 611	2 297	56 908
	528 319	7 713	536 032
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	46 037	-	46 037
Contrats de change ⁽²⁾	-	850	850
Fonds d'actions canadiennes	55 058	7 731	62 789
Fonds d'actions mondiales	158 642	15 440	174 082
Fonds immobiliers	108 046	4 016	112 062
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	60 979	(85)	60 894
Total	957 081	35 665	992 746

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2020			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 003	13 977	480 804	497 784
Valeur nominale	3 000	13 774	496 197	512 971
Juste valeur	3 011	14 766	509 009	526 786
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,31 %	2,43 %	1,98 %	1,99 %
Taux moyen effectif	0,94 %	2,11 %	2,01 %	2,00 %

	Au 31 décembre 2019			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	8 010	6 695	513 614	528 319
Valeur nominale	8 265	6 735	518 832	533 832
Juste valeur	8 258	6 858	520 916	536 032
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,83 %	3,20 %	2,36 %	2,36 %
Taux moyen effectif	1,93 %	3,32 %	2,48 %	2,48 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de bons du Trésor, de papiers commerciaux et d'acceptations bancaires au 31 décembre 2020 comparativement à des bons du Trésor, des papiers commerciaux, des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur au 31 décembre 2019.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 69,6 M\$ US (51,7 M\$ US au 31 décembre 2019) et un notionnel de 7,6 M€ (8,6 M€ au 31 décembre 2019) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 111,5 M\$ (205,5 M\$ au 31 décembre 2019)

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 11,5 M\$ (15,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 et après \$	Total \$
-	2 000	-	-	-	2 000

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2020			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	19 396	-	1 278 935	1 298 331
Autres investissements	642 389	163 790	111 735	917 914
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	19 423	19 423
Total des actifs financiers	661 785	163 790	1 410 093	2 235 668
Passifs financiers	-	-	4 645	4 645
	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	23 877	-	1 226 090	1 249 967
Autres investissements	698 923	181 761	112 062	992 746
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 031	23 031
Total des actifs financiers	722 800	181 761	1 361 183	2 265 744
Passifs financiers	-	-	2 252	2 252

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2020			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) réalisés	61 242	-	13 376	(2 393)
Gains (pertes) non réalisés	(39 636)	(3 060)	-	-
Acquisitions/émissions	187 991	2 733	1 336	-
Cessions/remboursements	(156 752)	-	(18 320)	-
Juste valeur au 31 décembre 2020	1 278 935	111 735	19 423	(4 645)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2020	(37 086)	(3 060)	-	-
	Au 31 décembre 2019			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) réalisés	9 605	2 840	2 722	(377)
Gains (pertes) non réalisés	(11 591)	915	-	-
Acquisitions/émissions	268 964	62 308	-	-
Cessions/remboursements	(102 556)	(50 429)	(16 616)	2 851
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2019	(12 116)	3 418	-	-

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2020			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	92 660	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,0 % à 13,7 % (8,3 %)
Actions non participantes	216 613	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,1 % à 12,3 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 584	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,1 % à 13,1 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,7 % à 14,7 % (11,6 %)
	23 696	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	39 018	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	180 882	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 21,2 % (10,2 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,3 % à 43,1 % (17,7 %)
	53 281	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	89 560	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	30 911	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 918	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	347 812	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 278 935			
Autres investissements – Fonds immobiliers	111 735	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 423	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,3 % à 9,0 % (8,2 %)
Passifs financiers	(4 645)	Diverses	-	

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2019

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	80 366	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,7 % à 15,1 % (9,7 %)
Actions non participantes	212 062	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 14,5 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	161 635	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,8 % à 12,5 % (11,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,2 % à 26,9 % (13,0 %)
	82 085	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	39 206	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	138 520	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 19,0 % (10,5 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,5 % à 25,9 % (14,2 %)
	99 257	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	69 621	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	15 985	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 758	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	324 595	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 226 090			
Autres investissements – Fonds immobiliers	112 062	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	23 031	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (4,1 %)
Passifs financiers	(2 252)	Diverses	-	

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,2 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique (\$)
Coût	
Au 31 décembre 2018	1 096
Acquisition	3 808
Au 31 décembre 2019	4 904
Acquisition	4 146
Au 31 décembre 2020	9 050
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2018	(73)
Amortissement	(365)
Au 31 décembre 2019	(438)
Amortissement	(1 390)
Au 31 décembre 2020	(1 828)
Valeur nette comptable	
Au 31 décembre 2020	7 222
Au 31 décembre 2019	4 466

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 942	8 729
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 423	23 031
Autres	545	939
Total	28 910	32 699

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 18,2 M\$ (19,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 9,7 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2019) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Encaisse	7 003	6 961
Instruments de marché monétaire	14 599	39 819
Total	21 602	46 780

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2020, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 4,6 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (2,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 524	6 364
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	187	-
Autres	2 075	2 075
Total	8 786	8 439

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 M\$ au 31 décembre 2020 (200 M\$ au 31 décembre 2019) auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 % (0,5 % au 31 décembre 2019) et est renouvelable annuellement. La marge de crédit a été utilisée jusqu'à un montant de 128,2 M\$ au cours de l'exercice 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019). Au 31 décembre 2020 et 2019, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire des représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021, CRCD est autorisé à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » et à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale de 100 M\$.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2020 s'élève à 2 272,8 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	*Solde en M\$			Rachat possible à compter de
	Actions « Émission »	Actions « Échange »	Total	
2001 à 2013	1 002,0	-	1002,0	Aujourd'hui
2014	84,6	-	84,6	2021
2015	199,2	-	199,2	2022
2016	168,0	-	168,0	2023
2017	158,0	-	158,0	2024
2018	154,2	109,8	264,0	2025
2019	141,5	105,3	246,8	2026
2020	150,2	-	150,2	2027
Actif net	2 057,7	215,1	2 272,8	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2020.

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net. Le contexte de la pandémie au premier semestre 2020 a entraîné une augmentation des demandes de rachats d'actions de CRCD. De par son portefeuille des autres investissements, CRCD dispose des liquidités nécessaires pour honorer les rachats d'actions et effectuer les investissements pour soutenir les compagnies en portefeuille. Afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années ont été utilisées.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	2020 \$	2019 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	3 154	2 967
Honoraires pour services professionnels	672	450
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	570	598
Honoraires d'audit	234	180
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	121	152
Marketing	22	763
Autres charges	387	438
	5 160	5 548
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 201	2 243
Communication de l'information aux actionnaires	349	424
Frais de distribution	5 188	5 273
Frais informatiques	3 183	2 804
Autres charges	349	345
Total	11 270	11 089

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2020		2019	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles (recouvrement)	(1 542)	-	4 536	-
Différés	4 066	-	(2 569)	-
Total	2 524	-	1 967	-

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2020 \$	2019 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % (39,6 % en 2019)	19 336	32 975
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(10 440)	(23 983)
Dividendes non imposables	(4 818)	(6 062)
Autres	(1 554)	(963)
Total	2 524	1 967

Note 19 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	30 996	26 019
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	87	6 467
Total	31 083	32 486
Passif		
Impôts différés – frais d'émission et de distribution	3 697	3 385
Impôts différés – montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	(7 025)	(2 818)
Impôts différés – autres	(906)	(735)
Total	(4 234)	(168)

CRCD s'attend à recouvrer 7,0 M\$ (9,9 M\$ au 31 décembre 2019) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 et a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % (1,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, un tel ajustement à la baisse de 11,8 M\$ (12,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration qui était en vigueur du 1^{er} mai 2009 au 31 décembre 2020 a été renouvelé d'un an jusqu'au 31 décembre 2021.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2020			Au 31 décembre 2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	719	719	-	830	830
Immobilisations incorporelles	-	7 222	7 222	-	4 466	4 466
Comptes débiteurs	-	-	-	-	2	2
Encaisse	-	7 094	7 094	-	7 079	7 079
Passif						
Comptes créditeurs	907	5 526	6 433	2 022	5 510	7 532

	2020			2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	-	-	-	6	6
Gains (pertes) sur investissements	-	(471)	(471)	-	3 543	3 543
Charges						
Frais de gestion	21 321	-	21 321	19 007	-	19 007
Autres frais d'exploitation	-	2 902	2 902	-	2 655	2 655
Services aux actionnaires	-	10 572	10 572	-	10 319	10 319

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins, Desjardins Société de placement et Desjardins Gestion internationale d'actifs. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 484 000 \$ (500 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 31 décembre 2020



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (« Relevé du coût ») ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins (« CRCDD ») au 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCDD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du Relevé du coût au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note afférente au Relevé du coût, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le Relevé du coût a été préparé afin de se conformer aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. En conséquence, il est possible que le Relevé du coût ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du Relevé du coût

La direction est responsable de la préparation du Relevé du coût conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un Relevé du coût exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Lors de la préparation du Relevé du coût, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le Relevé du coût pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du Relevé du coût prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le Relevé du coût comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans le Relevé du coût au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 11 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	Garanties et cautionnements
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets			
Abitibi-Témiscamingue								
9212-9402 Québec inc. (Construction Francis Roy inc.)	2019	S	-	1 100	-	-	1 100	-
Groupe financier Pentagone inc.	2019	S	-	850	-	-	850	-
Manufacture Adria inc. (Adria Power Systems)	2020	M	-	500	-	-	500	-
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	105	-	-	-	105	-
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	-	125	-
Total Abitibi-Témiscamingue			230	2 450	-	-	2 680	-
Bas-Saint-Laurent								
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	101	-	-	101	-
A.G.M. Construction inc.	2020	S	-	200	-	-	200	-
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	521	-	-	521	-
Total Bas-Saint-Laurent			-	822	-	-	822	-
Capitale-Nationale								
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	-	200	-	-	200	-
AxesNetwork Solutions inc.	2019	IT	-	-	1 666	-	1 666	-
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	2 951	-	-	-	2 951	-
Congébec Logistique II inc.	2015	S	-	-	4 849	-	4 849	-
Construction St-Pierre Roseberry inc.	2020	S	-	300	-	-	300	-
Flash Romeo inc. (Voilà)	2019	IT	-	660	-	-	660	-
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	-	-	-	750	-
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 773	6 758	-	-	21 531	-
Ingéniarts Technologies inc.	2020	M	-	2 773	-	-	2 773	-
Jobillico inc.	2015	S	1 020	4 504	-	-	5 524	-
Laserax inc.	2020	M	-	1 033	-	-	1 033	-
Latéral Innovations inc.	2019	M	-	263	-	-	263	-
MVT Solutions-Géo inc.	2020	S	-	203	-	-	203	-
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	-	879	-	-	879	-
Qohash inc.	2019	IT	2 278	-	-	-	2 278	-
TB4 inc.	2019	S	-	312	-	-	312	-
Total Capitale-Nationale			21 772	17 885	6 515	-	46 172	-
Centre-du-Québec								
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	-	-	-	3 732	-
CBR Laser inc.	2012	M	-	7 472	-	-	7 472	-
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	-	7 500	-
Farinart inc.	2010	M	924	170	-	-	1 094	-
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	-	-	20 000	-
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	-	3 740	-
Total Centre-du-Québec			35 896	7 642	-	-	43 538	-
Chaudière - Appalaches								
9148-7579 Québec inc. (Les filtres J.L. Grenier)	2020	M	-	385	-	-	385	-
9375-3226 Québec inc. (OK Pneus La Malbaie)	2020	S	-	500	-	-	500	-
CareMedic System inc.	2020	IT	-	217	-	-	217	-
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 574	-	3 574	-
Fertilec Itée	2019	M	-	500	-	-	500	-
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	-	526	-	-	526	-
Groupe Filgo inc.	2012	S	11 458	-	-	-	11 458	-
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	-	-	-	17 000	-
Hortau inc.	2010	M	2 617	-	-	-	2 617	-
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	17 220	-	-	-	17 220	-
Industries Radisson inc. (Les)	2019	M	-	425	-	-	425	-
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 811	900	-	-	3 711	-
Ressorts Liberté inc.	2019	M	22 500	5 700	-	-	28 200	-
Total Chaudière - Appalaches			73 606	9 153	3 574	-	86 333	-

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	Garanties et cautionnements
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets			
			\$	\$	\$	\$		
Estrie								
Bestar inc.	2020	M	25 626	10 200	-	35 826	-	
Centre de rénovation Stanstead inc.	2020	S	-	500	-	500	-	
Clôtures Orford inc.	2019	S	-	401	-	401	-	
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	199	-	199	-	
Cuisines modernes de l'Estrie inc.	2020	S	-	360	-	360	-	
Emballages Façotek inc. (Les)	2020	M	-	500	-	500	-	
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	500	-	-	500	-	
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	-	-	20 572	-	
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	15 463	2 179	-	17 642	-	
Imprimerie Préc-Grafik inc.	2009	M	1 500	550	265	2 315	-	
Kemestrie inc.	2010	IT	527	-	-	527	-	
Sherlenn hydraulique et Produits industriels inc.	2020	S	-	300	-	300	-	
Technologie Demtroys inc.	2019	M	-	422	-	422	-	
Technologie Leadfox inc.	2019	IT	-	1 436	-	1 436	-	
Total Estrie			64 188	17 047	265	81 500	-	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
Les Entreprises Leblanc 3 inc.	2018	S	-	512	-	512	-	
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	512	-	512	-	
Hors Canada								
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360	-	
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360	-	
Lanaudière								
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	203	-	2 453	-	
Total Lanaudière			2 250	203	-	2 453	-	
Laval								
DBM Technologies inc.	2020	M	23 696	-	-	23 696	-	
Ionodes inc.	2019	IT	-	760	-	760	-	
Ressources Delta Limitée	2020	M	140	-	-	140	-	
Total Laval			23 836	760	-	24 596	-	
Mauricie								
Classement Luc Beaudoin inc.	2013	S	-	277	-	277	-	
Équipements St-Arnaud inc. (Les)	2020	S	-	500	-	500	-	
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17	-	
Total Mauricie			17	777	-	794	-	
Montérégie								
9349-6347 Québec inc. (Habitations Trigone)	2019	S	-	32 195	-	32 195	-	
A. & D. Prévost inc.	2011	M	5 589	-	-	5 589	-	
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 232	-	-	6 232	-	
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947	-	
C.A.T. North America inc. (anc. 9523383 Canada inc.)	2016	S	8 224	-	-	8 224	-	
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 082	-	1 082	-	
Collaboration Québec, coopérative de solidarité en ingénierie et construction (A.E.F.)	2020	S	250	-	-	250	-	
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 741	817	36 789	-	
Groupe Jafaco Gestion inc.	2019	M	-	9 195	-	9 195	-	
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	800	-	8 250	-	
Groupe Nutri inc.	2018	M	15 000	-	-	15 000	-	
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	2 589	-	-	2 589	-	
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C	2020	S	7 787	-	-	7 787	-	
Jus Dose inc.	2019	M	1 000	750	-	1 750	-	
NSE Automatech inc.	2013	M	2 639	-	-	2 639	-	
Résidence La Verrière (2005) inc.	2020	S	-	900	-	900	-	
Systèmes Architecturaux Unicef	2017	M	-	3 000	-	3 000	-	
Valtech Fabrication inc.	2017	M	14 146	3 577	-	17 723	-	
Volaille Novo inc.	2017	M	-	2 326	-	2 326	-	
Total Montérégie			180 084	55 566	817	236 467	-	

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total	Garanties et cautionnements
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets			
Montréal								
10337803 Canada inc. (Arbell Electronics inc.)	2019	S	-	-	1 607	-	1 607	-
9337-4791 Québec inc (Motorleaf)	2018	IT	866	-	-	-	866	-
9493662 Canada inc (Ananda Devices)	2019	IT	1 000	-	-	-	1 000	-
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))	2019	IT	-	926	-	-	926	-
Agence 360 inc.	2016	S	12 692	500	-	-	13 192	-
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 469	-	1 269	-	3 738	-
Alaya Soins inc.	2019	IT	1 030	-	-	-	1 030	-
Brainbox AI inc.	2020	IT	-	4 123	-	-	4 123	-
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	3 828	-	-	3 828	-
Deeplite inc.	2020	IT	-	250	-	-	250	-
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	7	-	-	-	7	-
Emovi inc.	2018	M	1 078	-	-	-	1 078	-
Entreprise Nexmoov inc.	2018	IT	2 074	-	-	-	2 074	-
Exploration Azimut inc.	2019	M	174	-	-	-	174	-
Fluent.ai inc.	2019	IT	-	1 409	-	-	1 409	-
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	-	-	-	22 217	-
Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	10 515	-	-	26 765	-
Groupe Solotech inc.	2013	S	30 332	-	-	-	30 332	-
Imagia Cybernétique inc.	2019	IT	1 447	-	-	-	1 447	-
Keatext inc.	2018	IT	-	1 460	-	-	1 460	-
MedHelper inc.	2020	IT	-	294	-	-	294	-
Moka Technologies Financières inc. (anc. Mylo)	2017	IT	4 075	1 028	-	-	5 103	-
NeuroServo inc.	2020	M	-	160	-	-	160	-
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	-	1 116	-	6 200	-
o3d inc.	2019	IT	-	266	-	-	266	-
Optina Diagnostics inc.	2018	IT	2 868	-	-	-	2 868	-
Phildan inc.	2015	M	8 250	2 949	-	-	11 199	-
Potloc inc.	2018	IT	4 146	-	-	-	4 146	-
Prevu3D inc.	2020	IT	750	-	-	-	750	-
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	544	-	-	544	-
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.	2019	S	788	-	-	-	788	-
Robotique infonuagique C2RO inc.	2020	IT	250	-	-	-	250	-
Sofdesk inc.	2019	IT	1 000	-	-	-	1 000	-
Sollio Groupe Coopératif (anc. La Coop fédérée)	2005	M	95 000	-	-	-	95 000	-
Solution Santé Préventive Haleo inc.	2019	IT	-	259	-	-	259	-
Stratuscent inc.	2020	IT	-	250	-	-	250	-
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	585	288	-	-	873	-
Technologies Heyday inc.	2019	IT	500	1 043	-	-	1 543	-
Technologies Wrk inc.	2020	IT	-	2 000	-	-	2 000	-
Tekalia Aéronautik (2010) inc.	2019	S	3 069	-	-	-	3 069	-
Télécon inc.	2011	S	45 441	-	-	-	45 441	6 233
Total Montréal			263 442	32 092	3 992	299 526		6 233
Nord-du-Québec								
Exploration Kintavar inc.	2020	M	120	-	-	-	120	-
Harfang Exploration inc.	2019	M	240	-	-	-	240	-
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	75	-	-	-	75	-
Métaux Genius inc.	2020	M	100	-	-	-	100	-
Ressources Sirios inc.	2019	M	300	-	-	-	300	-
Stelmine Canada Itée	2019	M	98	-	-	-	98	-
Vior inc.	2020	M	100	-	-	-	100	-
Total Nord-du-Québec			1 033	-	-	1 033		-
Outaouais								
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	-	-	3 462	-	3 462	224
Construction Michel Lacroix inc. / Michel Lacroix Construction inc.	2019	S	-	425	-	-	425	-
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	-	209	-	-	209	-
Total Outaouais			-	634	3 462	4 096		224

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total	Garanties et cautionnements
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets		
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
11077422 Canada inc. (Congèlerie l'Héritier)	2019	M	-	1 000	-	1 000	-
9366-5099 Québec inc. (Voie maltée Laurier)	2018	S	-	-	507	507	-
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014	-
L.S.M. Son & Lumières inc.	2019	S	-	527	-	527	-
Nature ALU inc.	2019	M	-	1 045	-	1 045	-
Osblock inc.	2020	M	-	379	-	379	-
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 375	-	-	1 375	-
S.E.C. Lokla Sélection Sherbrooke	2019	S	-	5 698	-	5 698	-
Senneco inc.	2013	S	-	281	-	281	-
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 389	8 930	507	17 826	-
Fonds							
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	-	-	-	-	-
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	56 009	-	-	56 009	-
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	F	6 936	-	-	6 936	-
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	30 857	2 990	-	33 847	-
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	99 776	-	-	99 776	-
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	11 726	-	-	11 726	-
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	448	-	-	448	-
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	3 367	-	-	3 367	-
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	1 425	-	-	1 425	-
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	3 261	-	-	3 261	-
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	11 088	-	-	11 088	-
Fonds Ecofuel I, S.E.C.	2018	F	1 019	-	-	1 019	-
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	96	-	-	96	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-	-
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	2 476	-	-	2 476	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	22 926	-	-	22 926	-
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	2 947	-	-	2 947	-
Total Fonds			254 357	2 990	-	257 347	-
Total au coût			931 460	157 463	19 132	1 108 055	6 457

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
S: Services
IT: Innovations technologiques
F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2020.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2020

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (57,3 %)				
Obligations fédérales et garanties (20,1 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 1,95 %	3 550	3 779	3 779
	2026-09-15, 1,90 %	33 100	32 504	35 312
	2027-06-15, 2,35 %	1 480	1 612	1 627
	2028-03-15, 2,35 %	11 800	12 641	13 046
	2028-12-15, 2,65 %	4 250	4 790	4 819
	2029-09-15, 2,10 %	12 000	12 141	13 135
Gouvernement du Canada	2026-03-01, 0,25 %	23 350	23 142	23 111
	2027-06-01, 1,00 %	21 029	21 090	21 745
	2028-06-01, 2,00 %	150	166	166
	2030-12-01, 0,50 %	57 500	56 663	56 249
	2041-06-01, 4,00 %	1 344	1 961	2 071
	2045-12-01, 3,50 %	2 000	2 877	3 021
	2048-12-01, 2,75 %	1 000	1 328	1 372
	2050-12-01, 0,50 %	397	416	496
PSP Capital	2026-06-15, 0,90 %	4 723	4 719	4 745
Total obligations fédérales et garanties		177 673	179 829	184 694
Obligations provinciales, municipales ou garanties (23,6 %)				
Fiducie financière des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	2027-10-19, 1,10 %	5 000	4 987	4 998
Hydro-Québec	2028-08-15, 1,65 %	9 500	8 384	8 669
	2029-02-15, 1,93 %	18 000	15 405	16 220
	2030-02-15, 2,07 %	23 000	19 062	20 199
Omers Finance Trust	2029-05-14, 2,60 %	800	799	880
Ontario Hydro	2021-10-15, 0,28 %	1 000	998	997
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	3 330	3 329	3 687
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 408	3 752
	2030-09-01, 2,00 %	3 000	2 983	3 188
Province de la Saskatchewan	2026-06-02, 2,55 %	7 985	8 037	8 705
	2028-12-02, 3,05 %	6 500	6 683	7 434
	2030-06-02, 2,20 %	16 215	16 098	17 432
	2046-12-02, 2,75 %	750	724	833
Province de l'Alberta	2026-06-01, 2,20 %	1 500	1 498	1 608
	2027-06-01, 2,55 %	4 400	4 334	4 828
	2030-06-01, 2,05 %	6 650	6 477	7 028
	2043-12-01, 3,45 %	235	277	287
	2050-06-01, 3,10 %	1 400	1 554	1 656
Province de l'Ontario	2028-12-02, 1,70 %	28 000	24 482	25 370
	2030-12-02, 1,35 %	10 000	9 992	10 007
	2040-06-02, 2,43 %	9 450	5 916	6 296
	2051-12-02, 1,90 %	1 970	1 926	1 925
Province de Québec	2026-09-01, 2,50 %	9 400	9 281	10 282
	2028-12-01, 2,04 %	6 100	5 196	5 531
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2029-06-02, 2,85 %	3 000	3 127	3 356
	2050-10-17, 2,65 %	1 500	1 483	1 569
Province du Manitoba	2027-06-02, 2,60 %	10 000	9 773	11 020
	2028-06-02, 3,00 %	10 400	10 273	11 817
	2030-06-02, 2,05 %	5 000	4 997	5 310
	2046-09-05, 2,85 %	1 250	1 229	1 408

**Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations provinciales, municipales ou garanties (suite)				
Province du Nouveau-Brunswick	2027-08-14, 2,35 %	2 500	2 422	2 714
	2030-06-03, 2,50 %	1 775	1 404	1 525
Translink	2030-07-03, 1,60 %	800	800	815
Ville de Montréal	2029-09-01, 2,30 %	3 500	3 499	3 775
	2030-09-01, 1,75 %	2 000	1 993	2 051
Ville de Toronto	2030-12-02, 1,60 %	500	500	509
	2039-09-24, 2,60 %	200	199	217
		<u>220 110</u>	<u>203 529</u>	<u>217 898</u>
Total obligations provinciales, municipales ou garanties				
Obligations d'institutions financières (5,7 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-04-17, 2,00 %	916	915	955
Banque de Montréal	2026-12-09, 2,70 %	7 000	6 824	7 693
Banque Royale du Canada	2025-05-01, 1,94 %	1 333	1 333	1 389
	2025-06-30, 2,09 %	825	825	854
	2027-01-28, 2,33 %	2 430	2 430	2 590
Banque Scotia	2026-12-02, 2,62 %	5 500	5 552	6 013
	2027-11-01, 1,40 %	5 000	4 982	5 026
Banque Toronto-Dominion	2025-03-13, 1,94 %	1 000	1 000	1 042
	2027-01-26, 3,06 %	3 640	3 639	3 973
	2030-04-22, 3,11 %	500	500	540
BCI QuadReal Realty	2030-04-24, 1,75 %	114	114	115
bclMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	662
Brookfield Properties Partners	2026-11-15, 3,93 %	174	174	180
CI Financial	2027-06-27, 3,90 %	350	342	375
Crombie Real Estate Investment Trust	2027-04-21, 3,92 %	273	273	304
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	1 900	1 876	2 072
Fiducie de placement immobilier Allied Properties	2029-11-21, 3,12 %	150	150	157
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	750	743	812
	2030-10-06, 2,37 %	187	187	188
Fiducie de placement immobilier Granite	2030-09-18, 2,38 %	795	795	805
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2027-03-21, 2,85 %	726	726	775
	2029-03-11, 3,53 %	1 910	1 910	2 119
	2029-12-04, 2,98 %	348	348	370
	2049-09-04, 3,83 %	29	29	30
Financière Sun Life	2030-10-01, 2,06 %	628	627	634
First Capital Realty	2027-04-12, 3,75 %	800	800	859
Fonds de placement immobilier RioCan	2027-01-10, 2,36 %	379	379	386
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 %	500	490	554
	2029-09-20, 3,53 %	430	430	466
Great-West Lifeco	2027-11-28, 3,34 %	500	496	565
	2050-01-08, 2,98 %	32	32	33
HCN Canadian Holdings-1 LP	2026-11-15, 2,95 %	180	180	190
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 733
	2030-09-16, 1,93 %	790	790	796
	2050-06-16, 2,95 %	18	18	18
John Deere Finance	2026-10-16, 2,58 %	740	740	802
	2027-09-08, 1,34 %	2 405	2 405	2 425
OMERS Realty	2027-07-04, 3,24 %	2 500	2 489	2 817
Société financière IGM	2026-10-26, 3,44 %	600	592	665
		<u>48 552</u>	<u>48 335</u>	<u>51 982</u>
Total obligations d'institutions financières				

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$	
Obligations de sociétés (7,9 %)				
407 International	2027-02-04, 2,43 % 2049-09-07, 2,84 %	1 650 668	1 572 667	1 780 703
Administration de l'aéroport de Vancouver	2030-06-20, 1,76 %	385	385	393
Aéroports de Montréal	2049-10-21, 3,03 %	60	60	66
Alectra	2027-02-17, 2,49 %	1 000	959	1 084
Algonquin Power & Utilities	2028-10-29, 4,60 %	2 900	2 899	3 441
AltaLink	2026-02-28, 2,75 % 2030-06-11, 1,51 %	360 1 000	356 1 000	392 1 003
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2029-01-03, 2,73 % 2039-04-17, 2,75 %	1 180 507	1 172 506	1 303 531
Bell Canada	2027-06-16, 1,65 % 2029-06-10, 2,90 % 2030-02-14, 2,50 % 2050-03-30, 3,50 %	991 500 7 476 484	991 472 7 463 484	1 002 542 7 826 509
BMW Canada	2021-06-15, 1,83 %	2 000	2 005	2 013
Brookfield Asset Management	2026-12-16, 3,80 %	2 950	2 842	3 312
Brookfield Infrastructure Partners	2029-07-09, 3,41 % 2032-06-01, 2,86 %	1 650 69	1 650 69	1 810 71
Brookfield Renewable Energy Partners	2049-05-05, 4,29 % 2050-02-13, 3,33 %	870 419	869 419	1 057 433
Bruce Power	2030-03-21, 4,00 %	524	524	605
Canadian Utilities	2049-03-07, 2,96 %	595	595	642
Capital Power Corporation	2032-07-01, 3,15 %	798	798	818
Compagnies Loblaw	2028-09-11, 4,49 % 2030-02-07, 2,28 %	900 605	915 605	1 086 626
Enbridge	2027-09-27, 5,38 % 2028-04-12, 6,63 % 2028-11-22, 3,52 % 2029-05-09, 2,37 % 2029-07-03, 2,99 % 2030-01-01, 2,90 %	1 700 750 800 500 1 899 326	1 700 750 800 498 1 898 326	1 797 855 903 539 2 047 364
Enbridge Gas Distribution	2025-06-11, 3,31 %	2 000	2 004	2 217
Énergir	2027-02-16, 2,10 %	338	338	358
EPCOR Utilities	2049-11-19, 2,90 %	151	151	162
FortisAlberta	2046-03-21, 3,34 %	50	49	57
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 % 2050-01-13, 2,54 %	975 19	957 19	1 051 19
Husky Energy	2027-12-07, 3,50 %	1 588	1 568	1 617
Hydro One	2025-11-26, 2,77 % 2029-11-28, 2,16 % 2049-08-28, 2,71 %	3 150 2 300 630	3 123 2 243 629	3 426 2 440 654
Lower Mattagami Energy	2026-10-21, 2,31 %	1 300	1 276	1 398
Metro	2050-02-28, 3,41 %	162	162	170
NAV Canada	2030-02-28, 2,06 % 2051-03-29, 2,92 %	482 12	482 12	506 13
North West Redwater Partnership	2027-03-01, 2,80 %	2 543	2 475	2 727
Ontario Power Generation	2026-03-22, 1,17 % 2030-01-08, 3,22 %	430 152	430 152	434 172

**Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 167	1 273
	2027-03-15, 4,24 %	2 300	2 332	2 617
	2029-01-03, 3,62 %	807	831	892
	2048-10-03, 4,54 %	200	212	224
	2049-11-28, 4,67 %	7	7	8
Reliance	2026-01-15, 3,75 %	370	369	405
	2027-10-01, 2,68 %	618	618	648
Rogers Communications	2029-02-01, 3,25 %	1 000	992	1 109
Shaw Communications	2026-12-01, 3,80 %	500	492	562
	2030-09-09, 2,90 %	915	913	972
	2049-06-29, 4,25 %	25	25	28
Suncor Énergie inc.	2029-02-24, 3,10 %	500	469	539
	2030-01-09, 5,00 %	80	80	98
TELUS	2027-11-27, 2,35 %	250	249	263
Toromont Industries	2027-07-27, 3,84 %	750	750	839
Toronto Hydro	2029-09-11, 2,43 %	380	380	414
TransCanada PipeLines	2027-02-05, 3,80 %	700	699	787
	2048-01-03, 4,18 %	286	295	319
Transcanada Trust	2027-05-18, 4,65 %	1 000	917	1 027
Union Gas	2025-06-17, 3,19 %	1 000	998	1 103
	2027-08-22, 2,88 %	1 000	977	1 111
Total obligations de sociétés		66 636	66 091	72 212
Total obligations		512 971	497 784	526 786
Instruments de marché monétaire (3,4 %)				
Alectra	2021-01-18, 0,27 %	2 000	2 000	2 000
AltaLink	2021-01-29, 0,27 %	2 000	2 000	2 000
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2021-02-09, 0,28 %	2 000	1 999	1 999
Banque de Montréal	2021-05-25, 0,30 %	2 000	1 998	1 998
Banque Royale du Canada	2021-01-04, 0,23 %	1 602	1 602	1 602
	2021-05-06, 0,42 %	573	572	572
Banque Scotia	2021-11-19, 0,35 %	2 000	1 994	1 994
Énergir	2021-02-01, 0,26 %	1 000	1 000	1 000
Groupe TMX	2021-01-11, 0,25 %	1 000	1 000	1 000
	2021-01-28, 0,23 %	1 000	1 000	1 000
Province de l'Ontario	2021-01-20, 0,16 %	1 000	1 000	1 000
	2021-03-03, 0,18 %	1 000	1 000	1 000
	2021-03-17, 0,18 %	4 500	4 496	4 496
Province de Québec	2021-01-15, 0,17 %	500	500	500
	2021-01-29, 0,16 %	2 500	2 500	2 500
	2021-03-19, 0,17 %	3 000	2 999	2 999
Société de Transport de Montréal	2021-04-20, 0,28 %	2 000	1 998	1 998
Toyota Credit Canada	2021-01-19, 0,41 %	1 850	1 850	1 850
Total instruments de marché monétaire		31 525	31 508	31 508

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Contrats de change (0,1 %)			
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2021-03-31, 1,28198 \$ CA/\$ US 69 600	-	651
	2021-03-31, 1,56670 \$ CA/€ 7 564	-	68
Total contrats de change		-	719
	Nombre de parts		
Fonds d'actions canadiennes (7,3 %)			
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	2 237	29 670	33 974
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1 205	31 107	32 616
Total fonds d'actions canadiennes		60 777	66 590
Fonds d'actions mondiales (12,8 %)			
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité	5 055	60 382	63 502
Fonds Desjardins Mondial de dividendes	2 659	53 081	54 111
Total fonds d'actions mondiales		113 463	117 613
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (6,9 %)			
Fonds CC&L Q Marché neutre	192	40 489	41 461
Fonds DGIA Marché neutre	2 072	21 758	21 502
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		62 247	62 963
Fonds immobiliers (12,2 %)			
Fonds CORE Fiera Immobilier	45	53 577	54 111
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy	7 135	57 201	57 624
Total fonds immobiliers		110 778	111 735
Total autres investissements (100,0 %)		876 557	917 914

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2020

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020	50,00				
Capital croissance PME s.e.c.					
Abitibi-Témiscamingue					
Ressources Cartier inc.		22	-	-	22
Total Abitibi-Témiscamingue		22	-	-	22
Capitale-Nationale					
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	-	-	750
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	89	89
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	56	-	56
Total Centre-du-Québec		-	56	89	145
Chaudière - Appalaches					
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	-	77	77
Fenêtres Sélection inc.		-	10	-	10
Humaco Acoustique inc.		-	19	-	19
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Serres Demers inc. (Les)		-	-	271	271
Total Chaudière - Appalaches		250	29	348	627
Côte-Nord					
9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)		600	-	-	600
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	29	29
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	11	11
Total Côte-Nord		600	-	40	640
Estrie					
Innotex inc.		-	48	-	48
Pieux Vistech - Postech inc.		-	501	-	501
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Total Estrie		125	549	-	674
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		223	-	-	223
Total Fonds		223	-	-	223
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	156	-	156
Total Laval		-	156	-	156
Mauricie					
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		75	-	43	118
Total Mauricie		75	-	43	118

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Montérégie					
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	463	463
Comax, coopérative agricole		300	-	-	300
Industries M.R. inc. (Les)		-	-	15	15
Total Montérégie		300	-	478	778
Montréal					
CTA de Negotium		-	347	-	347
DEK Canada inc.		518	119	-	637
Ge-ber Transport inc.		-	-	11	11
LVL Studio inc.		625	-	797	1 422
Total Montréal		1 143	466	808	2 417
Nord-du-Québec					
Exploration Midland inc.		32	-	-	32
Némaska Lithium inc.		9	-	-	9
Total Nord-du-Québec		41	-	-	41
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		200	-	138	338
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	21	21
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	5	5
Location A.L.R. inc.		-	-	207	207
Sécuor inc.		-	12	-	12
Sports Guy Dumas inc.		27	-	-	27
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		227	12	371	610
		3 756	1 268	2 177	7 201
Fonds engagés mais non déboursés					105
Total Capital croissance PME s.e.c.					7 306

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	\$		
31-12-2020 Capital croissance PME II s.e.c.	50,00				
Abitibi-Témiscamingue					
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		800	98	-	898
9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)		-	64	-	64
Ace services mécaniques inc.		-	39	-	39
Autobus Maheux Itée (Les)		-	671	-	671
Centre de camping et propane d'Amos		-	230	-	230
Construction Gaston Proulx et Frères inc.		-	30	52	82
Corporation aurifère Monarques		144	-	-	144
Gestion Martin Dandurand inc.		-	18	-	18
Hôtel des Eskers inc.		-	165	-	165
Maison des Viandes inc.		-	95	-	95
Minière Osisko inc.		35	-	-	35
Probe Metals inc.		78	-	-	78
Ressources Cartier inc.		87	-	-	87
Ressources Falco Itée		141	-	-	141
Ressources minières Radisson inc.		73	-	-	73
Ressources Yorbeau inc. (Les)		53	-	-	53
Total Abitibi-Témiscamingue		1 411	1 410	52	2 873
Bas-Saint-Laurent					
9091-4532 Québec inc. (Cotech)		-	313	-	313
9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)		-	62	-	62
Bouffard Sanitaire inc.		-	-	326	326
Gestion AFM-Séma inc.		1 926	174	-	2 100
Gestion Brasa inc.		-	117	925	1 042
Groupe PVP inc.		250	81	-	331
Les Finesses d'Alsace inc.		-	75	-	75
Location Jesna inc.		-	207	156	363
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.		-	-	473	473
Service Diron inc.		-	58	-	58
Total Bas-Saint-Laurent		2 176	1 087	1 880	5 143
Capitale-Nationale					
9166-4789 Québec inc. (RE/MAX Référence 2000)		-	-	279	279
9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)		-	-	108	108
9295-4874 Québec inc. (Natero - Santé, pharma et cie)		42	-	-	42
9306-5779 Québec inc. (Ventilation CDR inc.)		-	179	-	179
9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)		-	-	164	164
Capilex-Beauté Itée		-	-	86	86
DMB Distribution alimentaire inc.		1 303	121	-	1 424
Entreprises Pol R inc.		2 713	-	-	2 713
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		-	1 256	-	1 256
Lasertech industries inc.		-	91	-	91
Matériaux Blanchet inc.		-	-	142	142
Panthera Dental inc.		188	-	-	188
R. Bouffard & Fils inc.		-	-	322	322
Ruchers Promiel inc. (Les)		-	259	-	259
Vitrierie Lepage (1995) inc.		123	-	-	123
Total Capitale-Nationale		4 369	1 906	1 101	7 376

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
		\$	\$		
31-12-2020	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-	83
	Advantag Canada inc.	-	76	219	295
	Davinci Compass inc.	-	-	153	153
	Distribution Pro-Excellence	-	290	-	290
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	67	-	67
	Groupe Korok inc. (anc. Sipromac II inc.)	-	-	141	141
	Lacal Technologie inc.	-	195	-	195
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 546	1 546
	Total Centre-du-Québec	1 883	628	2 059	4 570
	Chaudière - Appalaches				
	Emballages E.B. Itée (Les)	-	321	-	321
	Gestion Maître C inc.	1 523	-	-	1 523
	Groupe Audaz inc.	-	155	-	155
	Groupe Lou-Tec inc.	-	86	-	86
	Humaco Acoustique inc.	-	227	-	227
	Industries et équipements Laliberté (Les)	-	245	-	245
	Productions Horticoles Demers (Les)	188	672	-	860
	Résidence intermédiaire Fortier inc.	-	66	-	66
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	33	33
	Transport St-Agapit inc.	-	-	338	338
	Total Chaudière - Appalaches	1 711	1 772	371	3 854
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc. (Portes et fenêtres Vaillancourt)	-	-	62	62
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	-	105	-	105
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	Total Côte-Nord	-	105	187	292
	Estrie				
	9316-3251 Québec inc. (Éco-Pak inc.)	-	-	255	255
	Attraction inc.	-	236	-	236
	Avizo Experts-Conseils inc.	-	335	-	335
	Innotex inc.	-	108	-	108
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	298	-	298
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Pieux Vistech - Postech inc.	375	493	-	868
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Total Estrie	850	1 470	677	2 997
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9044-7152 Qc inc. (Solution infomédia) (anc. Navigue.com)	-	264	-	264
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	158	158
	Construction L.F.G. inc.	-	-	1 250	1 250
	Entreprises Larebel inc. (Les)	-	99	-	99
	Hôtel Baker Itée	88	-	-	88
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	88	363	1 408	1 859

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
		\$	\$		
31-12-2020 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
Lanaudière					
Cryos Technologies inc.		842	442	-	1 284
La Fromagerie Champêtre inc.		911	-	-	911
Nouveau Monde Graphite inc.		134	-	-	134
Produits de Métal Pointech inc.		-	-	217	217
Total Lanaudière		1 887	442	217	2 546
Laurentides					
Distribution Multi Online inc.		-	536	-	536
Jean-Jacques Campeau inc.		2 000	320	-	2 320
Technoflex International inc.		350	132	-	482
Total Laurentides		2 350	988	-	3 338
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	298	-	298
Norseco inc.		-	179	-	179
Numesh inc.		-	1 277	-	1 277
Total Laval		-	1 754	-	1 754
Mauricie					
Aliments Prémont inc.		-	238	-	238
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		-	-	42	42
Maison Jamy inc.		-	20	79	99
Somnus Société de gestion inc.		-	-	56	56
Total Mauricie		-	258	177	435
Montérégie					
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	838	-	838
9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)		-	298	-	298
Acam Transport inc.		-	-	1 449	1 449
Alarme S.P.P. inc.		-	-	67	67
Autobus Bibeau inc.		-	-	143	143
Autobus Dufresne inc.		-	75	-	75
Cloisons Corflex inc. (Les)		-	525	-	525
Constructions 3P inc.		-	447	-	447
Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)		-	138	27	165
Groupe Bertrand Éditeurs inc.		-	-	88	88
Groupe Grégor inc.		-	-	730	730
Groupe Helios inc.		1 500	495	-	1 995
Groupe Thomas Marine inc.		-	-	477	477
Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)		-	350	-	350
Industries B. Rainville inc.		-	-	89	89
Placements F.I. inc.		-	357	-	357
Pro Action Diesel inc.		-	-	149	149
Rotoplast inc.		-	430	-	430
W. Côté & fils ltée		-	-	696	696
Total Montérégie		1 500	3 953	3 915	9 368

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	\$		
31-12-2020 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
Montréal					
11309692 Canada inc. (Circle6 Solutions)		270	-	-	270
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	338	338
9230-2629 Québec inc. (Groupe Résidence des bâtisseurs)		-	-	3 189	3 189
9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)		-	67	-	67
9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)		-	-	122	122
Centre du rasoir (Groupe CDREM inc.)		-	380	-	380
Corporation Ressources Pershimex		50	-	-	50
Éditions Info Presse inc.		-	172	-	172
Exploration Azimut inc.		64	-	-	64
Faspac Plastiks inc.		-	375	-	375
G. & S. Fer-Aluminium inc.		-	306	-	306
Groupe Bugatti inc. (Le)		-	-	1 373	1 373
Groupe Gorski Itée		-	-	411	411
Groupe Shemie inc.		-	-	923	923
JSS Recherche Médicale inc.		2 000	391	-	2 391
M.C. Crystal inc.		-	-	102	102
Masdel inc.		725	797	-	1 522
Multiforme Métal inc.		-	-	450	450
OBOX (9210-2920 Québec inc.)		-	266	-	266
Reftech international inc.		-	-	152	152
Sphère Média inc. (anc. Datsit sphère inc.)		1 000	1 184	-	2 184
Total Montréal		4 109	3 938	7 060	15 107
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	-	163	163
9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James inc.)		-	57	-	57
Exploration Dios inc.		103	-	-	103
Exploration Kintavar inc.		156	-	-	156
Exploration Midland inc.		76	-	-	76
Harfang Exploration inc.		71	-	-	71
Ressources GéoMégA inc.		147	-	-	147
Ressources Sirios inc.		144	-	-	144
Ressources Sphinx Itée		50	-	-	50
Ressources Tarku		47	-	-	47
Ressources X-Terra inc.		112	-	-	112
Stelmine Canada Itée		101	-	-	101
Vior inc. (anc. Société d'exploration minière Vior inc.)		32	-	-	32
Total Nord-du-Québec		1 039	57	163	1 259

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
		\$	\$		
31-12-2020 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
130395 Canada Inc. (Nordex Inc.)		1 875	-	-	1 875
2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)		-	-	440	440
2956-7062 Québec (NAPA La Baie)		-	26	-	26
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		-	13	-	13
9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)		-	-	56	56
9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)		-	-	64	64
9280-3162 Québec inc. (Transport Réal Villeneuve inc.)		-	187	-	187
9328-9486 Québec inc. (Groupe Démex-Centrem)		390	59	-	449
9348-0739 Québec inc. (Voie Maltée Usine)		-	-	135	135
9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée Holding)		825	-	-	825
Cervo-Polygaz inc.		-	-	90	90
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	427	-	427
Communications Télésignal inc.		338	-	-	338
Déménagements Tremblay Express Itée (Les)		250	-	100	350
Équipements industriels Barsatech inc.		-	-	197	197
Équipements Villeneuve inc.		-	122	-	122
Gestion R. et G.G. inc.		2 000	-	-	2 000
Groupe E.D.S. inc.		-	19	-	19
Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)		-	88	-	88
Industries G.R.C. inc. (Les)		-	-	33	33
Mermax inc.		-	-	74	74
Métatube (1993) inc.		-	112	-	112
Pavillon des Mille Fleurs inc.		-	-	2 167	2 167
Restaurant La Cuisine inc.		-	110	-	110
Sécur inc.		-	79	57	136
Télénet Informatique inc.		500	-	74	574
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		6 178	1 242	3 487	10 907
		29 551	21 373	22 754	73 678
Fonds engagés mais non déboursés					57
Total Capital croissance PME II s.e.c.					73 735

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins Capital PME s.e.c.	39,84				
Abitibi-Témiscamingue					
11360345 Canada inc.		-	-	292	292
2732-2304 Québec inc. (Location Dion)		-	478	-	478
Abitibi Géophysique inc.		-	312	-	312
Atelier Rivard inc.		-	-	130	130
Draperies Réginald inc.		-	199	-	199
Galarneau Entrepreneur Général inc.		-	-	797	797
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		1 540	2 142	-	3 682
Héli Technik inc.		-	179	-	179
Papeterie Commerciale de Val-d'Or inc.		-	159	-	159
Perseus Services-Conseils inc.		-	81	-	81
Transport Jolatem inc.		-	398	-	398
Total Abitibi-Témiscamingue		1 540	3 948	1 219	6 707
Bas-Saint-Laurent					
3326403 Canada inc. (Méri dien Maritime)		-	-	792	792
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		-	-	168	168
9416-8804 Québec inc.		-	-	199	199
Bois CFM inc.		-	-	630	630
Distillerie du St. Laurent inc.		-	40	-	40
Gestion AJ (2003) inc.		-	-	406	406
Gestion Groupe Bouffard inc.		1 195	-	-	1 195
Gestion Rima 2013 inc.		-	-	224	224
La Maison du Lac Témiscouata inc.		-	106	-	106
Les Conteneurs Verts inc.		-	-	393	393
Les Finesses d'Alsace inc.		-	44	-	44
Plastica Morneau 2014 inc.		-	-	84	84
Produits métalliques A.T. inc. (Les)		-	370	-	370
Services à domicile de la région de Matane (Les)		-	-	274	274
Transport Gérard Hallé inc.		-	156	-	156
Total Bas-Saint-Laurent		1 195	716	3 170	5 081
Capitale-Nationale					
Action SST inc.		119	-	343	462
Can-Explore inc.		-	414	-	414
Capilex-Beauté Itée		-	433	-	433
Centre hydraulique GMB inc.		-	124	-	124
Ciao Technologies inc.		-	361	-	361
Clinique d'Expertises Médicales du Québec		-	-	274	274
DMB Distribution alimentaire inc.		-	194	-	194
Élite Management SST inc.		153	-	73	226
Granite D.R.C. inc.		637	-	-	637
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		-	1 260	-	1 260
Matériaux Blanchet inc.		-	-	882	882
Métafab (1996) inc.		-	359	-	359
Oricom internet inc.		192	246	-	438
Piscines Soucy inc.		-	219	-	219
Produits Pâtisserie Michaud inc.		-	122	-	122
Pronature inc.		-	359	-	359
Solugaz inc.		-	1 698	-	1 698
Total Capitale-Nationale		1 101	5 789	1 572	8 462

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	39,84				
Centre-du-Québec					
Équipements Incendies C.M.P. Mayer inc.		-	-	289	289
Ferblanterie Gilles Laliberté inc.		-	247	-	247
Groupe Korok inc.		847	273	-	1 120
Hydraulique Vigneault inc.		-	468	-	468
Métal Pless inc.		-	3 984	-	3 984
Transport Dessaults inc.		-	-	312	312
Total Centre-du-Québec		847	4 972	601	6 420
Chaudière - Appalaches					
AEF Global inc.		-	199	-	199
Ancia Personnel inc.		-	220	-	220
C.I.F. Métal Itée		1 678	-	-	1 678
Camille Blais & Fils Itée		-	299	-	299
Canada Moteurs Importations inc.		-	-	677	677
Fonderie Poitras Ltée		880	897	-	1 777
Garage Gilmyr inc.		-	80	545	625
Gestion ABC Adstock inc.		-	-	821	821
Humaco Construction inc.		-	478	-	478
J.L. Leclerc et fils inc.		1 255	-	-	1 255
Lavoie & Pleau inc.		-	219	-	219
Litières Ripbec inc. (Les)		-	155	-	155
Madli inc.		-	199	-	199
Métal Méroc inc.		-	-	154	154
Plate 2000 inc.		-	-	254	254
Produits Versaprofiles inc. (9244-6699 Québec inc.)		1 394	-	-	1 394
Sablère A.D. Roy inc.		-	-	474	474
Textiles Gauvin inc. (Les)		-	200	-	200
Total Chaudière - Appalaches		5 207	2 946	2 925	11 078
Côte-Nord					
9389-1596 Québec inc. (Clinique d'audioprothésiste)		-	-	159	159
Pêcheries LD inc.		-	144	-	144
Total Côte-Nord		-	144	159	303
Estrie					
9045-7631 Québec inc. (Clément Le Gourmand)		-	-	252	252
AB Tech Services Polytechniques inc.		-	973	-	973
Cible-Solutions d'affaires inc.		-	-	204	204
Total Estrie		-	973	456	1 429
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)		-	-	675	675
9368-8828 Québec inc. (Danis Renaud Pêcheur de Homard)		-	139	-	139
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	139	675	814

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	39,84				
Lanaudière					
2635-8762 Québec inc. (Express Mondor)		-	836	-	836
9293-8927 Québec inc. (Intermarché St-Roch-de-L'Achigan)		-	-	299	299
EEGT inc.		-	-	283	283
Les Meubles PEL International ltée		-	313	-	313
Paul Arbec inc.		-	3 612	-	3 612
Total Lanaudière		-	4 761	582	5 343
Laurentides					
9364-6297 Québec inc (Médifice Investissements)		-	3 253	-	3 253
Centre de location G.M. inc.		-	1 291	731	2 022
Flo-Fab inc.		-	279	-	279
FRE Composites inc.		-	-	835	835
Total Laurentides		-	4 823	1 566	6 389
Laval					
Construction Jadco inc		-	-	798	798
DBM Technologies inc.		3 984	-	-	3 984
L. Nardella Associés ltée		637	1 432	-	2 069
Plantes d'intérieur Véronneau inc. (les)		-	398	-	398
Total Laval		4 621	1 830	798	7 249
Mauricie					
Construction et location Jenik inc.		-	-	338	338
RGF Électrique inc.		-	417	-	417
Solutions Genyk inc.		-	1 155	-	1 155
Systèmes hydrauliques T.L.G. inc. (Les)		139	-	-	139
Transport Chainé inc.		398	-	-	398
Total Mauricie		537	1 572	338	2 447
Montérégie					
3894207 Canada inc. (Barbies TM)		-	404	-	404
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 661	-	1 661
9219-3267 Québec inc. (Repas WeCook) (anc. Nutrition FITPLUS)		1 394	419	-	1 813
9378-5962 Québec inc. (Keg Farnham)		239	566	-	805
Alain Royer Consultant inc.		588	-	-	588
Asselin Mécanique Industrielle inc.		-	676	-	676
Atelier d'usinage Richelieu inc.		-	498	-	498
Bigo inc.		-	191	-	191
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	1 163	1 163
Éveil des Sens inc.		-	191	-	191
Gestion Galiléo inc.		308	-	-	308
Groupe Hélios inc.		-	-	1 225	1 225
Groupe Satori inc.		-	1 252	-	1 252
H2O Traitements Industriels inc.		-	155	-	155
Hugo Corporation inc.		-	-	797	797
Total Montérégie		2 529	6 013	3 185	11 727

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	39,84				
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	478	478
7198795 Canada inc. (Au Noir)		-	-	707	707
9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâtisseurs, Sept-Îles)		-	-	842	842
Carrosseries de Lasalle A.M. inc. (Les)		-	343	-	343
DEK Canada inc.		-	100	-	100
Dentistree Solutions inc.		92	-	-	92
Gastronomia Aliments Fins inc.		717	1 309	-	2 026
Groupe Azur inc.		598	-	-	598
Groupe Canva inc.		1 195	1 665	-	2 860
Groupe Gorski Itée		-	-	595	595
Groupe Shemie inc.		-	-	2 142	2 142
GTI Canada inc.		-	-	279	279
In-RGY Consultation Globale inc.		881	480	-	1 361
Institut Néomed		-	-	538	538
IP4B inc.		-	252	-	252
Maintenance Reftech International inc.		-	-	347	347
Malicis Consultation inc.		-	598	-	598
Marque Premier Choix inc.		-	398	-	398
Momentis Informatiques Inc.		-	416	-	416
Multiforme Métal inc.		-	-	84	84
Orthogone Technologies inc.		-	1 527	-	1 527
Pénéga Communication inc.		-	192	-	192
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.		3 784	-	-	3 784
Substance Stratégies Numériques inc.		-	365	-	365
XcCommerce inc.		874	797	-	1 671
Total Montréal		8 141	8 442	6 012	22 595
Outaouais					
7510420 Canada inc.		-	438	-	438
Affichage National inc.		-	-	293	293
Rampes Mirik inc. (Les)		219	-	-	219
Total Outaouais		219	438	293	950
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2331-8884 Québec inc. (Groupe Avantage Logistique)		239	-	-	239
2724600 Canada Itée (Industries Soudex)		-	80	-	80
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)		-	-	314	314
9292-2913 Québec inc. (Deliwok)		-	384	-	384
Boucherie St-Hilaire (2017) inc.		-	309	-	309
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	240	-	240
Communications Télésignal inc.		-	294	-	294
Groupe MYK inc.		-	-	439	439
Groupe Ongerneige inc.		-	148	-	148
Hélicoptères Panorama Itée		-	-	190	190
Perron Télécom (9244-5113 Québec inc.)		48	259	-	307
Service électronique professionnel (S.E.P.) inc.		-	71	-	71
Société en commandite Lokia Trois-Rivières		-	-	2 412	2 412
STC Manufacturier inc.		-	120	-	120
Theka Industries inc.		-	797	-	797
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		287	2 702	3 355	6 344
		26 224	50 208	26 906	103 338
Fonds engagés mais non déboursés					8 211
Total Desjardins Capital PME s.e.c.					111 549

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	60,67				
Hors Canada					
Apside Advance		1 430	428	-	1 858
Rondot Group		885	-	-	885
Texelis Fintex		779	-	-	779
Texelis Mobilitex		-	1 716	-	1 716
Xtech Control		1 324	-	-	1 324
Xtech Invest		-	1 430	-	1 430
Total Hors Canada		4 418	3 574	-	7 992
Montréal					
Groupe Solotech inc.		1 041	-	-	1 041
In-RGY Consultation Globale inc.		486	264	-	750
Total Montréal		1 527	264	-	1 791
		5 945	3 838	-	9 783
Fonds engagés mais non déboursés					-
Total Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.					9 783

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
7525443 Canada inc. (Nowa inc.) (anc. Inflatrolix)		400	-	-	400
9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)		-	159	-	159
9360-4742 Québec inc. (LONGPREBP Béton préfabriqué)		-	94	-	94
9493662 Canada inc (Ananda Devices)		153	-	-	153
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))		-	157	-	157
9972242 Canada inc. (Entosystème)		-	293	-	293
A3 Surfaces inc.		-	288	-	288
Agriculture Concentric inc.		2 866	-	-	2 866
Airex Énergie inc.		1 585	-	403	1 988
Alaya Soins inc.		136	-	-	136
Albert Perron inc.		470	-	-	470
AppMed inc.		-	151	-	151
AxesNetwork Solutions inc.		1 933	916	-	2 849
Biocéan Canada inc.		272	54	-	326
CmLabs Simulations inc.		817	-	282	1 099
Dymedso inc.		-	150	-	150
E2Metrix inc.		348	682	-	1 030
Emovi inc.		153	-	-	153
Énergie Solution Air (ESA)		148	-	-	148
FjordAl Aluminium inc.		163	-	-	163
Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
Fonds Innovexport s.e.c.		1 629	-	-	1 629
Fond-vers inc.		-	54	-	54
Groupe Icible inc.		-	96	-	96
Hortau inc.		368	-	-	368
Imagia Cybernétique inc.		2 725	-	-	2 725
Imeka Solutions inc.		-	227	-	227
Inno-3B inc.		-	657	-	657
Innomalt inc.		-	351	-	351
Ionodes inc.		316	-	-	316
Kinésiq inc.		-	-	150	150
Kube Innovation inc.		-	151	-	151
Laboratoire M2 inc.		817	-	-	817
Laserax inc.		1 880	602	-	2 482
LeddarTech inc.		714	1 330	-	2 044
LVL Global inc.		191	-	-	191
Mobilus Technologies inc.		-	113	-	113
o3d inc.		-	82	-	82

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49				
Optina Diagnostiques inc.		148	-	-	148
O XO Fab inc.		-	159	-	159
OxyNov inc.		611	-	305	916
Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
Propulsa Innovations inc.		-	71	-	71
Rekruti Solutions inc.		-	290	-	290
Ressources Nippon Dragon inc.		178	-	-	178
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	-	-	296
Solutions Greybox inc.		-	152	-	152
Solutions Interactives de validation 88 inc.		1 143	-	150	1 293
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		316	-	-	316
Technologie Leadfox inc.		-	247	-	247
Technologies Intelia inc.		235	603	-	838
Umanx inc.		-	545	-	545
VIMAC Early Stage Fund L.P.		91	-	-	91
Voltra Technologie - Réseau Synapse inc.		-	92	-	92
		<u>21 718</u>	<u>8 766</u>	<u>1 290</u>	<u>31 774</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>1 438</u>
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					<u>33 212</u>

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 31 décembre 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2020 Société en commandite Essor et Coopération	94,55				
Agropur Coopérative		4 728	-	-	4 728
Café Cambio, coopérative de travail		174	-	-	174
Camping co-op des Érables de Montmagny		236	-	-	236
Central Café - Coop de solidarité		177	-	-	177
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable		4 018	-	-	4 018
Club coopératif de consommation d'Amos		859	-	-	859
Conformit coopérative		-	586	-	586
Coop Agri-Énergie Warwick		355	-	-	355
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis		378	334	-	712
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi		68	-	-	68
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)		520	17	-	537
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies		405	385	-	790
Coopérative forestière de Petit Paris		-	608	-	608
Coopérative forestière Ferland-Boilleau		-	399	-	399
Coopérative Radio Web Média des Sources		75	-	-	75
Coopérative Vision-Éducation		650	-	-	650
École Plein Soleil (Association coopérative)		946	-	-	946
Fédération des coopératives funéraires du Québec		1 864	-	-	1 864
Fédération québécoise des coopératives forestières		246	-	-	246
Horisol, coopérative de travailleurs		425	-	-	425
Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)		-	170	-	170
La Coop Avantis		1 377	-	-	1 377
Sollio Groupe Coopératif (anc. La Coop Fédérée)		4 728	-	-	4 728
Uniag Coopérative (anc. La Coop Unifrontières)		429	-	-	429
		<u>22 658</u>	<u>2 499</u>	<u>-</u>	<u>25 157</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>6 202</u>
Total Société en commandite Essor et Coopération					<u>31 359</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ ou par des fonds partenaires où il détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs
1 888 522-3222

capitalregional.com